

AFFAIRES

La Presse

S&P / TSX	TSX CROISSANCE	S&P / TSX 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
7001,33 70,08 1,0%	1087,01 -3,19 -0,3%	396,76 3,93 1,0%	299,50 7,37 2,5%	1634,65 31,09 1,9%	9038,98 116,03 1,3%	986,24 14,68 1,5%	362,60 \$US -2,60 -0,7%	27,57 \$US -0,52 -1,9%	73,66 CUS 0,42 0,7%

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | JEUDI 5 JUIN 2003

BOURSES



Photo AP ©
La célèbre Martha Stewart quittant le tribunal fédéral de Manhattan hier.

La SEC accuse Martha Stewart de délit d'initié

Reuters

WASHINGTON — Le gourou du design d'intérieur Martha Stewart a été accusé hier de délit d'initié par la Securities and Exchange Commission (SEC) pour la vente d'actions d'ImClone Systems, dénouement d'un feuilleton boursier et judiciaire qui dure depuis 16 mois.

La procédure engagée au civil par la commission des opérations de Bourse des États-Unis contre Martha Stewart vient s'ajouter aux poursuites engagées hier également contre elle, au pénal cette fois, pour le même chef d'accusation.

La SEC accuse M^{me} Stewart, fondatrice de la société multimédia Living Omnimedia, d'avoir vendu le 27 décembre 2001 des actions du laboratoire de biotechnologies ImClone sur la base d'informations confidentielles obtenues auprès du fondateur d'ImClone, dont elle était amie, Sam Waksal.

En soirée hier, M^{me} Stewart a d'ailleurs annoncé qu'elle quittait son poste à la présidence de la compagnie.

Voir MARTHA en D2

AUJOURD'HUI

La plainte d'une proprio

Rectitude politique oblige, les médias ne parlent presque jamais des nombreux et honnêtes petits propriétaires aux prises avec de mauvais locataires. La protection accordée aux locataires québécois, la plus blindée au Canada, est une des principales causes de la crise du logement au Québec. La chronique de Claude Picher. Page 5

Pressé de prendre sa retraite

M. Lussier songe à prendre une retraite anticipée, comme son régime de retraite le lui permet à partir de 50 ans... moyennant de lourdes pénalités. Et il désire maintenir son train de vie actuel. La chronique Sous la loupe. Page 16

Les Bourses poursuivent leur remontée

Le Dow traverse la barre des 9000 points, et le S&P/TSX passe les 7000 points

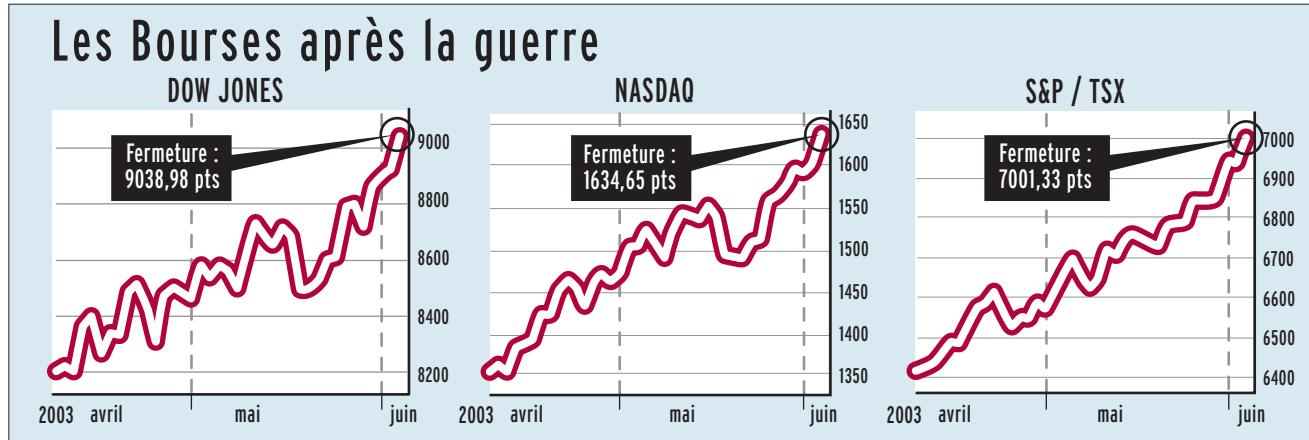
MICHÈLE BOISVERT

Les Bourses nord-américaines ont poursuivi leur remontée hier, traversant des seuils psychologiques importants. Cette dernière poussée s'explique par la publication de statistiques particulièrement rassurantes en provenance du secteur des services aux États-Unis, le secteur économique le plus important chez nos voisins du Sud.

Ainsi, le Dow Jones a franchi la barre des 9000 points, pour la première fois depuis août 2002. L'indice new-yorkais a clôturé à 9037, en hausse de 1,3 %. Exploit important également à Toronto, où le S&P/TSX a clôturé au-dessus des 7000 points, terminant la séance à 7001, en hausse de 1 %. Il faut remonter à juillet dernier pour retrouver un tel niveau.

Le NASDAQ et le S&P 500 ont également connu une bonne journée, gagnant respectivement 1,9 % et 1,5 %.

« Coup sur coup, plusieurs bonnes nouvelles sont venues rassurer les investisseurs », explique Stéphan Marion, économiste en chef adjoint à la Financière Banque Nationale. « D'abord, la confiance des consommateurs a poursuivi sa remontée en mai, ensuite le secteur manufacturier a affiché une vigueur plus importante que prévu et, en



fin, le secteur des services, qui représente 85 % de l'économie américaine, a surpris même les plus optimistes, affichant une lecture (un indice) de 54,5 en mai. »

Cette vigueur a, en effet, agréablement étonné les économistes qui s'attendaient à un indice de 52 points. Notons que tout résultat au-dessus des 50 points témoigne d'une expansion du secteur.

« On a en place des signaux encourageants quant aux perspectives économiques américaines pour le deuxième semestre », déclare Vincent Delisle, stratège chez Valeurs mobilières Desjardins. « De plus, la baisse des taux obligataires, conjuguée à celle du dollar américain, crée un environnement très favorable aux investissements des entreprises, une situation que l'on n'avait pas connue depuis trois ans. Et la clé de la reprise américaine repose sur le rebond des investissements des entreprises. »

Il faut cependant préciser que les marchés boursiers ont déjà largement anticipé cette reprise. En effet, depuis la tombée du régime de Saddam Hussein, le 9 avril dernier, les principaux indices ont gagné plus de 10 %, le NASDAQ bondissant même de 20 % depuis cette date.

« Il s'agit maintenant de voir si cette poussée va se maintenir », précise Marc Lévesque, économiste principal à la Banque TD. « L'indice ISM pour le secteur des services publié hier est venu dissiper toutes les craintes d'une rechute de l'économie. Ce qui ne veut pas dire toutefois que l'économie américaine est sortie du bois. Ce que l'on a besoin de voir est une reprise du secteur manufacturier. Les choses s'améliorent de ce côté, mais l'indice ISM pour ce secteur est toujours sous la barre des 50 points. »

« Les seuils boursiers traversés hier sont très importants, poursuit Stéphan Marion. Pour que cela se

poursuive, il faudra cependant que d'autres statistiques viennent confirmer l'amélioration qui semble poindre à l'horizon. Nous avons besoin de preuves supplémentaires pour croire à la solidité de la reprise. »

Les statistiques sur l'emploi publiées demain aux États-Unis figureront parmi les signaux qui seront étroitement surveillés par les économistes. Selon eux, une reprise soutenue passe nécessairement par une reprise de l'emploi.

Les experts vont également porter une attention particulière à la décision que prendra aujourd'hui la Banque centrale européenne. On s'attend à ce que les autorités monétaires européennes abaissent le taux directeur, qui est actuellement de 2,5 %. Cette détente donnera un coup de pouce salutaire à l'économie européenne qui en a sérieusement besoin, tout en améliorant les perspectives de l'économie à l'échelle mondiale.

Bombardier Aéronautique irait en sous-traitance pour ses services informatiques

1000 employés pourraient être touchés

FRANÇOIS POULIOT
Le Soleil

BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE a confirmé hier étudier la possibilité d'avoir en partie recours à la sous-traitance pour ses services d'information technologique. Elle ne peut dire combien des 1000 salariés du secteur pourraient éventuellement être touchés.

La firme montréalaise CGI serait sur les rangs pour décrocher ce contrat évalué à plusieurs centaines de millions de dollars. « Nous vous confirmons étudier la possibilité de faire de l'impartition, mais c'est tout ce que nous pouvons vous dire », a indiqué hier au Soleil Sylvie Gauthier, porte-parole de Bombardier.

Des 1000 salariés attachés aux services d'information technologique de l'entreprise, 700 travaillent dans la région de Montréal. M^{me} Gauthier n'a pas voulu s'avancer sur leur situation, mais a précisé que l'étude de Bombardier ne portait pas sur une impartition totale des services.

En Bourse, le titre de CGI connaît depuis quelques jours une im-

portante poussée, à la faveur de spéculations sur une annonce prochaine. « Au cours de sa rencontre avec les analystes à la fin de mai, CGI a laissé entendre qu'elle était près de signer un gros contrat d'impartition », indiquait hier dans une note de recherche, Scott Preston, analyste chez Research Capital. « Bombardier discuterait actuellement avec plusieurs fournisseurs, dont CGI et IBM Canada. Ces discussions expliquent la récente ascension du titre et l'octroi d'un tel contrat serait très positif pour CGI », disait mardi une note de recherche de Valeurs mobilières Desjardins.

Le marché parie sur un contrat d'importance qui pourrait éventuellement ressembler à un autre contrat d'impartition, si-

gné à l'automne 2002, par la division transport de Bombardier.

Celle-ci avait à l'époque annoncé une entente exclusive de sept ans, d'une valeur de 1,11 milliard de dollars (695 millions d'euros), avec Computer Sciences Corporation (CSC).

Voir BOMBARDIER en D2



Photo ALAIN ROBERGE, Archives La Presse ©

Gaétan Frigon fait le saut chez San Francisco

Ivanhoé Cambridge, propriétaire du Complexe Les Ailes, a demandé à Gaétan Frigon de le représenter au conseil d'administration du Groupe San Francisco, où il a été élu hier, durant l'assemblée annuelle. Gaétan Frigon ne deviendra pas président du conseil, malgré sa feuille de route impressionnante. Après des années chez Steinberg et Metro notamment, Gaétan Frigon a été président de la Société des alcools du Québec, société qu'il a quittée dans la controverse. D'autres informations en D3.

Pour la fête des pères...
profitez de notre offre spéciale

La Presse livrée à la porte du domicile de votre père
tous les week-ends pour les six prochains mois.
Seulement **47,58 \$** (taxes en sus).

De plus
il recevra le livre
MONTRÉAL 25 ANS DE FORMULE 1
Une valeur de 39,95 \$

Appelez dès aujourd'hui au
(514) 285-6911
Interurbain (sans frais)
1 800 361-7453

La Presse

Confiance des consommateurs: les Québécois arrivent en tête

MICHÈLE BOISVERT

Bonne nouvelle pour la santé de l'économie. La confiance des consommateurs canadiens a repris de la vigueur d'un bout à l'autre du pays pour atteindre, en mai dernier, son plus haut niveau des 12 derniers mois.

C'est ce que révèle un sondage conduit par le Centre de recherche Décima et dont les données ont été publiées hier. Ce sondage nous apprend également que c'est au Québec que l'indice de confiance des consommateurs est le plus élevé, affichant un niveau de 92,4 en mai, soit quatre points au-dessus de la moyenne nationale.

L'indice de confiance des consommateurs canadiens Décima-Groupe Investors est similaire à l'indice d'attitudes des consommateurs développé par l'Université du Michigan, un des indices les plus anciens et les plus couramment utilisés pour mesurer la confiance des consommateurs aux États-Unis.

Toutes les régions touchées

Fait intéressant, la hausse de la confiance des consommateurs est généralisée au pays. Elle touche en effet toutes les régions et tous les segments démographiques de la population. Au niveau provincial, si le Québec arrive en tête quant à l'optimisme, c'est en Colombie-Britannique que la reprise a été la plus marquée. La hausse enregistrée depuis février dernier est de 17,5 points, pour atteindre 87,2 en mai.

« Cette remontée importante de l'optimisme dont font preuve les consommateurs envers l'économie canadienne semble provenir de plusieurs sources », déclare Keith Neuman, vice-président exécutif du Centre de recherche Décima. « Tout comme les Américains, les Canadiens sont sans aucun doute soulagés de la fin des hostilités en Irak. Au niveau national, les indicateurs économiques des taux d'intérêts et de l'emploi sont encourageants et, généralement, l'arrivée du printemps apporte la bonne humeur au sein des consommateurs. Les retombées aux niveaux de l'économie et de la sécurité causées par l'arrivée du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) ne semblent pas avoir eu un impact au niveau national, bien que cela pourrait avoir atténué la relance en Ontario. »

Aux États-Unis aussi

Le retour en force de la confiance des consommateurs canadiens correspond à celui enregistré aux États-Unis au cours de la même période. Au mois de mai, l'indice de confiance de l'Université du Michigan est passé à 92,1, son niveau le plus élevé des six derniers mois.

Il s'agit là de données importantes, puisque lorsque les consommateurs sont confiants, ils ont plus tendance à délier les cordons de leur bourse. Comme les dépenses de consommation représentent les deux tiers du produit intérieur brut (PIB), ce regain d'optimisme est de bon augure pour l'état de santé de l'économie et ce, des deux côtés de la frontière.

Le secteur automobile canadien toujours vigoureux

Reuters

TORONTO — Malgré un recul des ventes d'automobiles le mois dernier, l'industrie canadienne laisse toujours entrevoir un profil bien en santé pour le restant de l'année, a estimé hier un des principaux analystes du secteur automobile.

« En tout et pour tout, je crois que nous nous dirigeons toujours pour une année assez décente au chapitre des ventes », a indiqué Carlos Gomes, analyste automobile pour la Banque Scotia à Toronto.

« Nous n'enregistrerons pas de record, comme je le prévoyais ini-

tialement, en raison du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) et de la vache folle, mais néanmoins, ce sera une année très très saine au Canada. »

Carlos Gomes, qui attendait d'abord des ventes records de 1,7 million d'automobiles et de camions, a ramené ses prévisions à 1,65 million de véhicules. L'inquiétude des consommateurs à la veille de la guerre en Irak, l'éruption du SRAS à Toronto et le cas de vache folle et son impact sur l'industrie canadienne du boeuf sont tous des facteurs évoqués par l'analyste.

Deux des trois grands construc-

teurs automobiles ont annoncé mardi des ventes en recul pour le mois de mai, ce qui s'est traduit par un recul d'environ 4 % des ventes pour l'ensemble des trois constructeurs, en dépit de leurs alléchantes offres promotionnelles.

D'après Carlos Gomes, l'industrie canadienne reste tout de même en bien meilleure santé que celle des États-Unis.

Les ventes du mois de mai aux États-Unis ont atteint le taux annualisé d'environ 16,1 millions de véhicules, un taux supérieur à celui de 15,7 million du mois de mai l'an dernier. Il s'agit du premier gain mensuel de 2003 par rapport à

2002, mais les ventes étaient inférieures à celles de 16,4 millions du mois d'avril.

Les livraisons de l'industrie canadienne de l'automobile ont grimpé de 4,5 % au premier trimestre par rapport à l'an dernier, a rapporté Carlos Gomes dans un rapport. Cette croissance est supérieure à celle de 0,3 % enregistrée aux États-Unis pour la même période.

L'emploi est aussi plus stable. Malgré un ralentissement de la croissance de l'emploi dans le secteur canadien, l'industrie compte près de 12 000 nouveaux postes depuis la fin de 2001.

MARTHA

Suite de la page D1

M Waksal et M^{me} Stewart auraient vendu le 27 décembre 2001 un gros paquet d'actions de la société un jour avant que le laboratoire n'annonce qu'un de ses médicaments expérimentaux contre le cancer n'avait pas reçu le feu vert espéré des autorités.

Selon la commission, M^{me} Stewart a ainsi évité des pertes de 45 673 \$ US en vendant à temps 3928 actions.

La SEC cherche à interdire à Martha Stewart d'exercer des fonctions d'administration au sein d'une entreprise cotée en Bourse et à limiter ses activités de direction dans une telle société.

« Le but n'est pas d'essayer de l'empêcher de jouer le moindre rôle dans l'entreprise, et c'est délibéré, parce que la commission n'oublie pas qu'il s'agit d'une société avec de nombreux salariés et de nombreux actionnaires », a déclaré Wayne Carlin, responsable régional de la SEC, au cours d'une conférence de presse.

Selon la SEC, Martha Stewart a enfreint la législation boursière en réalisant « une transaction d'initié illégale » après avoir reçu un « tuyau », illégal lui aussi, de l'assistant de son ancien courtier Peter Bacanovic.

La commission a également inculpé Bacanovic pour fraude et affirmations mensongères et interdit à Douglas Faneuil, l'ancien assistant de Bacanovic, de s'associer à l'avenir avec un courtier, un négociant ou un conseiller financier. Waksal a connu un sort similaire à l'automne dernier.

Alibi

La SEC accuse également M^{me} Stewart et son courtier, un ancien de Merrill Lynch, d'avoir « par la suite forgé un alibi pour les ventes de titres d'ImClone par Stewart et d'avoir dissimulé des faits importants au cours des enquêtes boursière et criminelle sur ses transac-

tions ». « La commission affirme que M^{me} Stewart et Bacanovic se sont mis à mentir lorsque l'équipe de la commission et les autorités en matière criminelle les ont interrogés au sujet des faits entourant la vente par Stewart des actions d'ImClone », a ajouté la SEC dans un communiqué.

Un peu plus tôt, la justice fédérale a inculpé Martha Stewart et Bacanovic d'obstruction à la justice, fraude à la législation boursière et d'affirmations mensongères.

Le procureur les accuse tous deux, dans un document de 41 pages, d'avoir comploté « pour fabriquer une explication fictive à la vente, et tenter de tromper ainsi les enquêteurs ».

« Cette affaire est une affaire de mensonge, mensonges au FBI, mensonges à la SEC et mensonges aux actionnaires. Cette conduite ne sera tolérée de quiconque », a déclaré le procureur fédéral (*US Attorney*) James Comey, au cours d'une conférence de presse.

« Martha Stewart n'est pas inculpée pour qui elle est, mais pour ce qu'elle a fait. »

Les avocats de Martha Stewart, ancien mannequin et courtier devenu vedette américaine de l'art d'aménager son intérieur, ont rétorqué dans un communiqué que leur cliente était innocente et qu'elle « n'avait rien fait de mal ».

Âgée de 61 ans, elle risque jusqu'à 10 ans de prison et 250 000 \$ US d'amende. Son inculpation devrait l'amener d'ores et déjà à démissionner de ses fonctions de présidente-directrice générale.

Stewart et Bacanovic ont plaidé non coupable et ont été laissés en liberté.

L'action de l'empire Martha Stewart Living Omnimedia a toutefois grimpé de 5 % en Bourse, à 10 \$ US, après avoir chuté de 15 % la veille.

BOMBARDIER

Suite de la page D1

Environ 625 employés et consultants de Bombardier Transport ont été, en février 2003, mutés au service de Computer Sciences.

Il a été impossible de savoir à quelles conditions les employés cédés avaient été réembauchés.

Bombardier et ses syndicats sont depuis quelques semaines en négociations pour tenter de réduire les coûts de l'entreprise. Le constructeur aéronautique est réputé vouloir rouvrir les conventions collectives pour tenter d'améliorer ses marges. Les employés des services d'information technologique ne sont pas syndiqués.

Nouvelle plate-forme unique

Une porte-parole de Bombardier Transport a toutefois indiqué hier que la transaction avec CSC n'était pas prioritairement intervenue pour des raisons financières. « À la suite de la transaction avec Adtranz, nous nous sommes retrouvés avec de nombreux systèmes différents. C'était très difficile de travailler avec des systèmes différents. Nous avons voulu développer une nouvelle plate-forme unique solide », a soutenu Lydia Dufresne.

Plus tôt cette semaine, CGI n'a pas voulu commenter. « Si nous avons soumissionné, nous ne parlons jamais des contrats sur lesquels nous soumissionnons. Il est vrai que, dans les derniers jours, l'action a beaucoup augmenté, mais nous ne pouvons pas faire de lien », a dit la porte-parole, Eileen Murphy.

Financière Manuvie

Manuvie Canada Ltée
Filiale de La Compagnie d'Assurance-Vie
Manufacturers (Financière Manuvie)
Avis de convocation à l'assemblée annuelle

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que l'assemblée annuelle de l'actionnaire unique et des titulaires de contrats de Manuvie Canada Ltée aura lieu au Syd Jackson Theatre, Financière Manuvie, 200 Bloor Street East, Toronto (Ontario), à 14 h (heure de Toronto), le mercredi 11 juin 2003.

Les titulaires de contrats avec participation qui souhaitent recevoir des renseignements additionnels sur les questions qui seront traitées durant l'assemblée peuvent écrire au secrétaire général à l'adresse ci-après.

Fait à Waterloo le 1^{er} mai 2003

Michael D. Novak, Secrétaire général
Manuvie Canada Ltée
P.O. Box 1602
500 King Street North (500-4A)
Waterloo (Ontario) N2J 4C6

700 Affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

LUNETTES DE SOLEIL, produit complémentaire pour augmenter votre chiffre d'affaires. Gamme exclusive. 200 paires plus 6 présentoirs fixes ou portatifs. Aubaine: 500 \$. Profits: 1500 \$ et plus par semaine. 514-586-0661.

Occasion d'AFFAIRE NOUVEAU CONCEPT
Dépanneur, resto, location DVD, bar laitier, pâtisserie, café, café internet, photocopie couleur, Resto Lounge. **LE TOUT DANS UN.** avec permis alcool Dép. et Resto. **Pour information fax: 450-442-0078, tél.: 514-983-5588.**

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

FINANCEMENT privé recherché sur immeuble, intérêts 10 %, 514-594-0628

PROBLÈMES FINANCIERS avis 60 jrs
1 ÈRE - 2E HYPOTHÈQUE
450-448-5652

800 Avis

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que la compagnie **CORPORATION NATIONALE D'HYPOTHÈQUE LTÉE** mandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre. Longueuil, le 4 juin 2003
Michelle Hardy
R550

Pebercan | Bénéfice net de 5,9 millions US

POUR LE PREMIER trimestre terminé le 31 mars, Pebercan a réalisé des revenus pétroliers de 13,2 millions US, comparativement à 6,6 millions US enregistrés au premier trimestre de 2002. Cette progression résulte d'une hausse de 24 % de la production en part nette de Pebercan et d'une hausse de 68 % du prix de vente moyen du pétrole. La production totale du Bloc 7 s'est établie à 1,3 million de barils au premier trimestre de 2003 comparativement à 1,02 million de barils au premier trimestre de 2002. La part nette de Pebercan a atteint 604 617 barils (6718 barils par jour) comparativement à 486 218 barils (5402 barils par jour) au premier trimestre de l'exercice précédent. Quant au prix de vente moyen net, il est passé de 12,45 \$ US le baril au premier trimestre de 2002 à 20,88 \$ US le baril au premier trimestre de 2003. Des investissements de 9 millions US ont été réalisés au cours du premier trimestre de 2003, principalement en matière d'exploration, de développement (2,4 millions US) et d'installations de production (4,5 millions US). D'importants travaux ont été entrepris depuis octobre 2002 afin de construire des installations de production propres au champ de Canasi. Ces installations devraient être terminées à la fin de juin. Elles auront nécessité jusqu'ici des investissements totaux de 11 millions US, dont 6,6 millions US de la part de Pebercan. Pour le premier trimestre de 2003, Pebercan a ainsi dégagé un bénéfice net de 5,9 millions US (8 cents US par action) comparativement à 1,6 million US (2 cents US par action) un an plus tôt.

CVMQ | D'autres condamnations

FRANÇOIS LABRECQUE a plaidé coupable la semaine dernière à deux chefs d'accusation qui avaient été portés contre lui, pour ainsi écoper une amende de 10 000 \$. Il était accusé d'avoir aidé la société 9095-5196 Québec inc. à procéder au placement de ses actions sans avoir un prospectus visé par la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) et ce, en contravention de l'article 11 de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec (la Loi). Par ailleurs, la société 9050-9449 Québec inc., par l'entremise de son président Jocelyn Roireau, a plaidé coupable à une accusation d'avoir effectué une opération sur valeurs alors qu'elle disposait d'une information privilégiée, contrevenant ainsi à l'article 187 de la Loi. La société a payé une amende de 5700 \$ plus des frais de 1425 \$. Le 14 août 2002, la société 9050-9449 Québec inc. avait acquis des titres de la société Wittke inc., de Calgary, alors qu'elle disposait d'une information privilégiée concernant cet émetteur, à savoir que celui-ci ferait l'objet d'une acquisition par la société Federated Signal Corporation qui n'a été rendue publique que le 15 août 2002. Enfin, Cogicom Corporation et Groupe informatique Cogicom ont plaidé coupable à l'accusation d'avoir manqué à un engagement souscrit auprès de la CVMQ, en contravention à l'article 195 de la Loi. Les sociétés ont été condamnées à des amendes de 2000 \$ chacune.

Garda | Profit de près de 971000\$ pour l'exercice 2002

APRÈS AVOIR AFFICHÉ une perte de 500 000 \$ en 2001, le spécialiste de la sécurité et du transport de valeurs Garda a dévoilé hier un profit de 971 632 \$ pour l'année financière 2002. L'entreprise, qui s'est entendue avec Desjardins pour faire l'acquisition de Secur le mois dernier, a augmenté ses revenus de 17 % pendant l'année, à 85 millions de dollars. Les ventes s'élevaient à 73 millions en 2001 et la direction estime que la contribution de Secur fera grimper ses revenus à 140 millions. « Il est maintenant temps de mieux répartir les revenus de nos principaux segments d'activité. Cela aura un impact immédiat sur la rentabilité de notre société », indique Stéphan Crétier, président et chef de la direction de la compagnie inscrite à la Bourse de croissance de Toronto (l'ancien CDNx) depuis le mois d'août 1999. Les dirigeants attribuent la hausse des ventes de l'exercice 2002 à la croissance interne, notamment l'augmentation du volume d'affaires en Ontario et dans l'Ouest canadien. L'achat de Secur est la neuvième acquisition que réalise Garda en huit ans. L'action de la société grimpait de 3 cents hier, à 83 cents.

IPL | La plus haute certification en environnement

IPL, fabricant nord-américain de produits de plastique, a franchi une étape importante dans son engagement envers l'environnement par l'annonce hier de l'obtention de la certification ISO 14001, la norme industrielle internationale la plus rigoureuse en matière de performance environnementale. La norme ISO 14001 a pour objectif d'intégrer le système de gestion de l'environnement (SGE) des entreprises avec l'ensemble de leurs opérations afin que les considérations environnementales fassent partie intégrante de toutes les décisions d'affaires. Le SGE doit remplir six exigences : définition d'une politique environnementale (déclaration d'intention et engagement de l'organisme) ; planification de l'activité par laquelle les impacts et risques environnementaux seront analysés ; identification et application de processus pour atteindre les objectifs fixés au préalable en matière d'environnement ; contrôle des indicateurs de performance et mise en oeuvre d'actions correctives ; surveillance de la direction quant à la stabilité et l'efficacité du SGE principe d'amélioration continue.

Pierre Bellemare

2003 Mercedes-Benz

Le Cercle du Président

Mercedes-Benz Canada a le plaisir d'annoncer la nomination de **M. Jean Fiset de Mercedes-Benz Laval** au Cercle du Président pour l'année 2003.

Cette distinction prestigieuse est décernée aux 20 meilleurs conseillers en ventes du pays pour leurs résultats exceptionnels et leur exemplaire service à la clientèle au cours de l'année passée.



Ivanhoé nomme Frigon au conseil de San Francisco

LAURIER CLOUTIER

Ivanhoé Cambridge, propriétaire du Complexe Les Ailes, a demandé à Gaétan Frigon de le représenter au conseil d'administration du Groupe San Francisco, où il a été élu hier, durant l'assemblée annuelle, par des actionnaires pour la plupart bien dociles malgré les pertes de 36,5 millions du détaillant l'an dernier.

Du coup, Gaétan Frigon a volé le show à Paul Delage Roberge, grand patron de San Francisco, propriétaire des Ailes de la mode. La conférence de presse convoquée n'a pas eu lieu et M. Roberge, de bonne grâce, s'est joint au point de presse de M. Frigon.

La filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec a demandé d'avoir un représentant au conseil, mais San Francisco pouvait refuser tous les candidats, a expliqué Paul Roberge. Ivanhoé « n'est pas inquiète », a assuré M. Frigon, mais a investi 200 millions dans le Complexe Les Ailes.

Gaétan Frigon ne deviendra pas président du conseil, malgré sa feuille de route impressionnante. Paul Roberge est président du conseil et chef de la direction depuis le départ de la présidence, en décembre dernier, de Guy Charron, qui n'a pas été remplacé. Après des années chez Steinberg et Metro notamment, Gaétan Frigon a été président de la Société des alcools du Québec. Lorsque M. Frigon a quitté, dans la controverse, la présidence de Loto-Québec, en février dernier, Paul Roberge lui a fait signe et il est devenu son conseiller.

Bénévole et sans options d'achat d'actions, Gaétan Frigon dit avoir la confiance « des



Paul Roberge et Gaétan Frigon.

deux parties ». M. Roberge a aussi offert un poste de dirigeant à M. Frigon, qui a refusé, mais il pourra largement contribuer à corriger le tir, d'ici octobre. Il a remis 100 pages de notes concernant des erreurs, dit-il. M. Frigon a accepté de donner un coup de main parce qu'il a commencé sa carrière dans l'édifice Eaton, devenu le Complexe Les Ailes, et parce qu'il connaît M. Roberge, « qui ne mérite peut-être pas ce qui lui arrive », dit-il.

« Je regarde Les Ailes avec les yeux du

client, pas ceux du banquier ou du fournisseur. Le magasin du centre-ville est bâti sur de nombreux compromis. Ivanhoé voulait un centre commercial et M. Roberge, un magasin rue Sainte-Catherine », dit M. Frigon.

Le gestionnaire mondial de fonds Fidelity a liquidé 2,5 % des actions de San Francisco mais en détient toujours 7 %. Gaétan Frigon vient d'acheter 50 000 actions, au prix de 60 cents. « La valeur aux livres de San Francisco atteint 3,63 \$. Je ne prends aucun risque, sauf celui d'avoir du plaisir », lance le nouvel administrateur.

Photo MARTIN TREMBLAY, La Presse ©

« Deux administrateurs, l'un depuis 1985 (M^e Lucien Perron) et l'autre depuis 1987 (le consultant Pierre Hébert), ne détiennent aucune action. C'est regrettable », a lancé un actionnaire, Jean-Claude Couture, durant la période de questions. « Un autre (Paul-André Guillotte, de Van Houtte) n'a que 400 actions, tandis que plusieurs présents à l'assemblée possèdent 25 000 à 30 000 actions. San Francisco ne pourrait-elle pas les obliger à en détenir ? »

M. Roberge en a pris note. C'était la première question d'un actionnaire en 15 ans, a-t-il dit en point de presse. San Francisco aimerait attirer d'autres marchands à son conseil, a affirmé M. Roberge, sans blâmer ses administrateurs actuels.

Après 25 ans de croissance, c'est la crise chez San Francisco. L'investissement de 42 millions dans Les Ailes du centre-ville a augmenté du tiers la taille de San Francisco (en pieds carrés de magasins et en nombre d'employés). Quatre mois après l'ouverture, San Francisco a dû faire 60 mises à pied, vendre les bannières West Coast, L'Officiel et Frisco, fermer Les Ailes d'Ottawa et le chantier du projet des Ailes au centre Fairview Pointe-Claire.

Paul Roberge a dû aussi renégocier son bail au Complexe Les Ailes, selon des sources. « Ivanhoé a conclu une entente globale pour Les Ailes d'Ottawa et de Montréal », réplique le détaillant, qui a malgré tout doublé sa perte au premier trimestre, à 2,5 millions.

San Francisco dispose des fonds pour compléter le redressement, dit le PDG. Les deux chaînes de lingerie, malgré cinq acheteurs à la porte, « ne sont pas à vendre pour l'instant. L'année en cours sera satisfaisante, pour les banquiers et les fournisseurs, et 2004 sera rentable », a conclu Paul Roberge.

Problèmes à SM3: Hydro met GE sur la touche

HÉLÈNE BARIL

SI ELLE VEUT continuer à obtenir des contrats d'Hydro-Québec, General Electric (GE) a intérêt à régler rapidement les problèmes des deux turbines qu'elle a fabriquées pour la centrale Sainte-Marguerite (SM3), qui retarderont d'un an encore la production de 800 mégawatts d'électricité.

GE peut soumissionner pour obtenir d'autres contrats de la société d'État, mais elle risque de faire chou blanc. « C'est sûr qu'on ne souhaite pas qu'ils soumissionnent, on préfère qu'ils se consacrent à SM3 », a indiqué hier le porte-parole d'Hydro-Québec, Nicolas Carette.

Selon lui toutefois, « il n'y a pas de mot d'ordre pour exclure GE » du processus d'appel d'offres de la division Production d'Hydro-Québec, qui relance la machine

après des années au ralenti. La division Hydro de General Electric a obtenu le dernier contrat d'importance accordé par Hydro-Québec, celui de l'équipement de la centrale de Toulouste, sur la Côte-Nord, qui produira 526 mégawatts et coûtera 800 millions de dollars. Le prochain appel d'offres concerne la construction d'une centrale de surface de 95 millions de dollars en aval du barrage Mercier, en Abitibi. Il sera lancé dans les prochains jours.

Les deux groupes turbines alternateurs fabriqués par GE à son usine de Lachine et installés à la centrale de Sainte-Marguerite, à 90 kilomètres au nord de Sept-Îles, n'ont pas encore réussi à fonctionner correctement. Le premier groupe a cessé brusquement de tourner au cours de la période de rodage qui a eu lieu en janvier dernier. La panne est majeure et nécessitera des travaux qui reportent la

mise en service de l'équipement à la fin de l'année, a fait savoir Nicolas Carette.

Le deuxième groupe turbine alternateur a laissé voir des fissures dans la roue qui amène l'eau, au cours de tests qui ont eu lieu au printemps. Hydro-Québec s'attend à ce que GE ait réglé ce problème cet été.

« C'est à eux de trouver des solutions à notre satisfaction », a dit le porte-parole. Selon lui, il est normal de rencontrer des problèmes avec de telles pièces d'équipement, fabriquées sur mesure et à exemplaire unique. Mais les problèmes survenus à SM3 dépassent le cadre du « normal ». « On n'est pas très heureux de la situation, c'est sûr », a commenté le porte-parole.

Chaque jour qui passe coûte des millions de dollars à Hydro-Québec, qui se prive des revenus de la vente de 880 mégawatts. Selon les plans initiaux, la centrale SM3 devait être

mise en production il y a deux ans, au printemps 2001.

General Electric n'est toutefois pas responsable de tout ce retard. Des infiltrations d'eau dans le barrage tout neuf qui doit alimenter la centrale a forcé Hydro-Québec à dépenser 60 millions de plus que prévu pour blinder l'ouvrage de béton, ce qui a causé un retard d'un an.

Pour ce qui est du retard dû aux bris de l'équipement fabriqué par GE, Hydro-Québec ne veut pas dire si elle a l'intention d'exiger une compensation pour les pertes qu'elle subit. « On n'est pas rendus là ; chaque chose en son temps », a dit Nicolas Carette.

Selon nos informations, l'inquiétude règne parmi les employés de l'usine de Lachine. La direction de l'entreprise s'est refusée à tout commentaire.

S&P décote Quebecor World

MARIE TISON

STANDARD & POOR'S a mis sa menace à exécution et a abaissé d'un cran hier la cote de solvabilité de Quebecor World, la faisant passer de « BBB » à « BBB moins ».

Lorsque Quebecor World avait annoncé son intention de racheter 10 millions de ses actions subalternes, le 24 avril dernier, la firme de cotation avait fait savoir qu'elle abaisserait la cote de l'imprimeur parce que ce programme de rachat ne « cadrerait pas avec les exigences du contexte économique actuel ».

Quebecor World a fait savoir mardi qu'elle avait complété le rachat de 10 millions d'actions, soit 10 % de l'ensemble de ses actions subalternes, à un prix de 24 \$. Il s'agit d'une transaction de 240 millions.

Standard & Poor's n'a attendu que 24 heures pour passer à l'action.

« Ce changement de cote reflète l'opinion de Standard & Poor's que le programme de rachat d'actions est incompatible avec une politique financière qui devrait être de plus en plus modérée dans un environnement d'affaires difficile », a fait savoir l'agence dans un communiqué de presse diffusé hier.

Standard & Poor's a soutenu que depuis plusieurs années, le profil financier de Quebecor World, soit son niveau d'endettement, ne correspondait pas à la cote qui lui avait été assignée.

« Bien que la situation se soit améliorée en 2000, à la suite de l'acquisition de World Color Press, l'affaiblissement de l'environnement économique nord-américain en 2001 a empêché des améliorations supplémentaires », a fait savoir l'agence.

Standard & Poor's s'attendait à ce que Quebecor World diminue quelque peu son endettement par rapport à son bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement en 2003 grâce à une croissance modeste de ses revenus et à des marges bénéficiaires stables. Toutefois, l'agence estime maintenant que la situation ne s'améliorera pas en raison de la mise en oeuvre du programme de rachat d'actions.

Dominion Bond Rating Service, qui voyait également ce programme d'un mauvais oeil, n'a pas attendu et a abaissé dès mardi la cote de solvabilité de Quebecor World, la faisant passer de « BBB élevé » à « BBB ».

Quebecor World a toutefois annoncé hier une bonne nouvelle, soit le prolongement d'un contrat d'impression avec Hachette Filipacchi Media. Le nouveau contrat, dont la valeur n'a pas été révélée, porte sur l'impression des 18 principaux magazines d'Hachette Filipacchi Media, comme *Car and Driver*, *Elle*, *Home* et *Road & Track*, pour le marché américain. Le contrat comprend également l'impression de livres et d'articles de publipostage.

S&P a soutenu que depuis plusieurs années, le profil financier de Quebecor World ne correspondait pas à sa cote.



LA VOLVO XC70 2004

PERSONNE N'OSERA VENIR JOUER DANS VOTRE CARRÉ DE SABLE.

LES VOLVO 2004 SONT ARRIVÉES. JAMAIS UNE UNION AUSSI PARFAITE DE LA PERFORMANCE ET DE LA SÉCURITÉ N'A ÉTÉ ATTEINT DANS L'INDUSTRIE. DE PLUS, NOUS AVONS ATTEINT DES SOMMETS AFIN DE VOUS OFFRIR DES TAUX DE FINANCEMENT ET DE CRÉDIT-BAIL EXCEPTIONNELS. VENEZ CHEZ UN CONCESSIONNAIRE VOLVO TRÈS BIENTÔT POUR FAIRE UN ESSAI SUR ROUTE. OU VISITEZ-NOUS À VOLVOCANADA.COM

VOLVO
pour la vie

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE
549 \$*
/MOIS 48 MOIS

JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
Saint-Leonard (514) 725-9394

VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
Brossard (450) 659-6688

AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson,
Saint-Hyacinthe (450) 771-2305

UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
Montréal (514) 737-6666

FRANKE VOLVO
180, rue Principale
Sainte-Agathe (819) 326-4775

VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza,
Pointe-Claire (514) 630-3666

VOLVO LAVAL
1436, boul. St-Martin Ouest
Laval (450) 667-4960

*PDSF pour une Volvo XC70 2004 de base est de 49 495 \$. Offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation du crédit. À titre d'exemple, location d'une Volvo XC70: 549,08 \$ par mois pendant 48 mois avec acompte de 3 985 \$. Le coût total de location est de 26 355,84 \$. Prix d'achat à l'échéance du bail de 27 634,75 \$. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Premier paiement mensuel et dépôt de garantie de 650 \$ dû à la livraison. Kilométrage limité à 20 000 km par an (frais de 0,16 \$ par kilomètre excédentaire). Taux annuel : 5,8 % sur approbation du crédit. Frais de transport et de livraison de 1 150 \$, taxes, immatriculation et assurance, redevance PPSA et frais du concessionnaire en sus. L'offre se termine le 30 juin 2003. Le concessionnaire peut réduire le prix de vente ou de location. Certaines conditions d'appliquent. Tous les détails chez votre concessionnaire Volvo. ©2003 Automobiles Volvo du Canada Ltée. «Volvo pour la vie» est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada Ltée. Boucliez toujours votre ceinture de sécurité. Visitez www.volvocanada.com.

Thales souhaite doubler ses ventes au Canada

d'après Bloomberg

THALES SA, plus important fabricant européen d'électronique militaire, s'attend à doubler ses ventes au Canada, à environ 500 millions de dollars par année d'ici 2008. Pour ce faire, la compagnie augmentera ses activités dans les secteurs de la défense et des logiciels.

L'aérospatiale forme 60 % des activités de la compagnie au Canada, alors que la défense représente 30 % et les systèmes informatiques, le reste, précise Jean-Pierre Mortreux, président de la division canadienne de cette société établie à Paris.

Doubler les revenus au Canada « est un objectif raisonnable, que nous pouvons atteindre par la croissance interne de nos activités existantes et peut-être aussi grâce à des acquisitions », a dit M. Mortreux au cours d'une entrevue à la suite d'une conférence de presse à Montréal.

« Nous allons continuer à croître dans le secteur de l'aérospatiale au Canada, mais notre croissance sera plus marquée en défense et dans les systèmes informatiques », a-t-il ajouté.

Thales acquiert depuis un certain temps des compagnies dans des pays où les gouvernements augmentent les budgets de défense. Ainsi, le Canada, qui se classait au troisième rang de la fin pour les

dépenses militaires parmi les membres de l'OTAN l'an dernier, projette de hausser le budget de la défense de 1,4 milliard l'an prochain. Le budget actuel est de 12,6 milliards.

M. Mortreux indique que Thales pourrait songer à acquérir des compagnies canadiennes actives en aérospatiale et en technologies de l'information. Il n'a pas fourni de détails. Les revenus annuels de Thales sont de 250 millions au Canada, comparativement à des ventes de 11,1 milliards d'euros (17,8 milliards CAN) à l'échelle mondiale.

La compagnie, qui fabrique des produits tels que radars, systèmes antimissile et lunettes de vision de nuit, fait partie d'un groupe dirigé par Lockheed Martin qui cherche à obtenir le contrat de 3,1 milliards pour la fourniture de 28 hélicoptères à la marine canadienne. Le gouvernement canadien doit prendre une décision à cet égard l'an prochain.

Thales est également un fournisseur de Bombardier, troisième avionneur au monde. M. Mortreux dit que Thales s'attend à augmenter ses ventes grâce à un nouveau système pour la cabine des aéronefs, système qui intègre les fonctions de climatisation, de sécurité et d'équipement vidéo mis au point pour les appareils de Bombardier. Il n'a pas voulu avancer de chiffres à ce sujet.

Aurélium obtient 12 millions pour lutter contre le cancer

DENIS ARCAND

UNE TOUTE PETITE compagnie biopharmaceutique de Laval, Aurélium Biopharma, vient tout à coup de devenir pas mal moins petite, en attirant un investissement de 12,3 millions de dollars.

Aurélium, fondée il y a cinq ans grâce à un premier investissement minuscule de 250 000 \$, a annoncé hier que le Fonds de solidarité de la FTQ et Investissement-Desjardins pompent chacun 4 millions en capital-risque, tandis que T₂C₂-Bio et la Banque de développement du Canada y vont chacun d'un peu plus de 2 millions. Le Fonds FTQ de Laval ajoute 300 000 \$.

La petite firme, qui emploie 12 chercheurs, dont cinq détenteurs de doctorat, met au point des médicaments capables de tuer les tumeurs cancéreuses résistantes à la chimiothérapie. La technologie devrait déboucher sur des essais cliniques contre les cancers du sein et des ovaires d'ici le premier trimestre de 2005, a dit hier le Dr Élias Georges, un chercheur de l'Université McGill. « Plus tard, il y aura aussi des essais cliniques contre les cancers du poumon et du côlon. »

Chez de nombreux patients, le traitement à la chimio tue la majorité des cellules cancéreuses. Pour les malades, c'est la rémission. Mais une petite partie des cellules deviennent résistantes et survivent à l'assaut de la chimio. Elles se remettent alors à proliférer et la maladie revient en force. « Pour ces patients, une technologie comme la nôtre serait l'arme du dernier recours », dit M. Georges.

Trouver les cellules cancéreuses résistantes à la chimiothérapie est la première difficulté. « On s'est aperçu que certaines protéines apparaissent sur la surface de toutes les cellules cancéreuses devenues résistantes à la chimiothérapie », a dit le Dr Georges. Son équipe d'Aurélium et lui ont identifié une douzaine de ces protéines. Pour une firme pharmaceutique, chacune de ces protéines différentes est comme une ensei-

gne-néon qui annonce en grosses lettres « CELLULE CANCÉREUSE ».

Il y a d'abord une application diagnostique, qui permettrait au médecin de découvrir la résistance autrement qu'en voyant son patient retomber malade. « Dans un but thérapeutique, cela permettra à un anticorps synthétique soudé à une molécule chimiothérapeutique de trouver et d'attaquer uniquement les cellules cancéreuses résistantes. La beauté de l'affaire est que ces mêmes protéines sont aussi le tuyau qui conduit le poison chimiothérapeutique à l'intérieur de la cellule, et qui la tue. »

La grande firme biotechnologique américaine Amgen a déjà utilisé ce principe pour mettre au point le médicament Herceptin contre le cancer métastatique du sein.

Aurélium a été fondée par le tandem mari et femme Élias Georges et Anne-Marie Bonneau, deux docteurs en biochimie de McGill. Ils sont les deux principaux auteurs de la propriété intellectuelle d'Aurélium. Selon M. Georges, la firme discute actuellement avec deux grandes firmes pharmaceutiques américaines, une en Californie, l'autre au New Jersey, qui sont fortes en oncologie. « Ce sont elles qui nous ont approché et nous aimerions signer une entente stratégique avec l'une d'elles », dit M. Georges.

Il s'attend aussi à ce que se manifestent des possibilités de fusions avec d'autres firmes biotech québécoises. Aurélium devrait tripler d'ici peu ses effectifs actuels de 12 personnes. Le cancer affecte trois millions de nouvelles personnes chaque année aux États-Unis, au Canada, en Europe et au Japon. Cela représente presque six nouveaux diagnostics chaque seconde. On estime que le marché des médicaments pour traiter le cancer atteint 25 milliards annuellement (essentiellement des traitements de chimiothérapie) et que 50 % des patients traités par la chimiothérapie développent de la résistance.

MOTEUR NERVEUX. PRIX RELAX.



Echo
159\$

par mois/location 60 mois*
Transport et préparation inclus
Comptant de 2 112 \$
Mensualité de 198,04 \$
avec 0 \$ de comptant

prix Accès

À partir de
14 084\$[†]

Équipement de série Echo 2003:

- Moteur 16 soupapes VVT-i 1,5 litre de 108 ch.
- Véhicule à faibles émissions (LEV)
- Consommation MANUELLE : 6,6/5,1 L/100 km ville/route*
- Direction à assistance variable
- Système audio 4 haut-parleurs avec lecteur CD
- Coussins gonflables côtés conducteur et passager avant
- Volant inclinable
- Banquette arrière divisée 60/40
- Enjoliveurs de roues complets

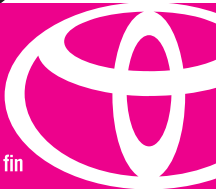
viens chercher ton volant!

ÉQUIPE TOYOTA

Votre nouvelle Toyota ne part jamais sans un plein réservoir d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

Votre concessionnaire www.acces.toyota.ca

TOYOTA
un coup de cœur sans fin



Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. *Offre de location au détail valable sur les modèles Echo 2003 (BT123M AA) neufs en stock. Première mensualité de 182,88 \$ (Echo 2003), 227,79 \$ (Echo 2003 avec l'option 0 \$ comptant), taxes incluses et dépôt de sécurité de 200 \$ (Echo 2003), 250 \$ (Echo 2003 avec l'option 0 \$ comptant), exigibles au moment de la livraison. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7¢ du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. † Prix Accès pour la Toyota Echo 2003 (BT123M AA) neuve en stock. Le Prix Accès indiqué dans cette publicité est en vigueur pour le mois de juin 2003 et est établi par les concessionnaires Accès Toyota pour les concessionnaires participants de la région de Montréal. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris RDRPM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. Composez le 1 888 Toyota-8 ou visitez www.acces.toyota.ca. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. * Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2003 pour le moteur indiqué. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. Photo à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 30 juin 2003. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

CLAUDE PICHER > LA VIE ÉCONOMIQUE

cpicher@lapresse.ca

La plainte d'une proprio

Vous avez peut-être remarqué, dans les pages « Forum » de *La Presse* de lundi, la lettre troublante et touchante de M^{me} Louise Lacasse, une petite propriétaire de duplex aux prises avec un locataire qui lui rend la vie impossible, avec la bénédiction de l'appareil juridico-bureaucratique québécois.

Ce cas n'est pas unique. Si vous avez dans votre entourage des propriétaires de duplex ou triplex, ou si vous êtes vous-même propriétaire, il y a de fortes chances pour que vous compreniez parfaitement les déboires de cette correspondante. Les médias sont toujours prompts à monter en épingle les cas de locataires aux prises avec des propriétaires négligents et abusifs, et c'est bien ainsi. En revanche, rectitude politique oblige, ils ne parlent presque jamais des nombreux et honnêtes petits propriétaires aux prises avec de mauvais locataires : bruyants, arrogants, mauvais payeurs, et toujours prêts à utiliser tous les rouages du système pour vous écoeurer.

Derrière cette histoire se profile une réalité dont la portée économique est beaucoup plus vaste. La protection accordée aux locataires québécois, la plus blindée au Canada, est une des principales causes de la crise du logement au Québec. Comment voulez-vous investir dans le logement locatif quand vous savez que le système jouera contre vous s'il vous arrive de tomber sur un mauvais locataire ?

S'il est tout à fait légitime de protéger les locataires contre les mauvais propriétaires, il serait tout aussi normal d'assurer aux propriétaires, surtout aux petits, une protection au moins équivalente contre les mauvais locataires, ce qui n'est pas le cas

actuellement. Certes, les associations de locataires font valoir que cette protection existe, sur papier ; dans la vraie vie, c'est loin d'être évident, comme le montre éloquemment le cas de M^{me} Lacasse.

Il existe bel et bien, au Québec, une pénurie de logements locatifs, et le problème a atteint de telles proportions que les administrations publiques doivent mettre sur pied des centres d'hébergement temporaires pour les gens qui se retrouvent dans la rue dans les grands démenagements du 1^{er} juillet. Cette situation n'a pas sa raison d'être. Il serait peut-être temps d'aborder le problème, ce qui inclut une remise en question de la réglementation actuelle.

■ ■ ■

La démarche, évidemment, demandera du courage. Dès qu'il est question de logement, au Québec, apparaît le plus actif des lobbys du logement social, le FRAPRU, le Front d'action populaire en réaménagement urbain.

Front d'action, pour ça, oui. L'organisation a un talent naturel pour les déclarations dramatiques et les manifestations-spectacles. Depuis un an, uniquement dans un journal comme *La Presse*, le FRAPRU a réussi à faire parler de lui à 78 reprises, plus d'une fois à tous les cinq jours. Pour l'ensemble des médias québécois, le nombre de « hits », pour employer le jargon des relationnistes (vous réussissez un « hit » lorsqu'un média parle de vous), dépasse sans doute les 700 par année. Pour un lobby de cette importance, une telle visibilité est



prodigieuse, d'autant plus que sa cassette ne change pas d'un iota d'une intervention à l'autre. Dès que le FRAPRU annonce une manifestation, les médias couvrent sans se poser de questions, sachant par coeur, à l'avance, ce dont il sera question, et reproduisant fidèlement à chaque fois les mêmes arguments.

Populaire, cela, c'est moins certain. Malgré son sens du spectacle, le FRAPRU réussit rarement à attirer plus de quelques dizaines de personnes, toujours les mêmes, à ses manifestations, où on compte parfois plus de journalistes que de manifestants. Encore ici, la plupart des médias s'empressent de répéter naïvement les chiffres communiqués par les organisateurs quant au nombre de manifestants.

Pour le Front, la solution à la crise du logement est simple : construire encore et toujours de nouveaux logements sociaux.

■ ■ ■

Or, cette approche est loin d'apporter une réponse à tous les problèmes, comme vient de le démontrer l'économiste Pierre Desrochers, de l'Institut économique de Montréal (1). L'auteur déboulonne, un à un, les arguments du lobby du logement social. Ainsi, combien de fois avez-vous entendu le FRAPRU répéter que les gouvernements ont sabré les budgets du logement social ? La réalité est fort différente. En termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation, les dépenses fédérales et provinciales dans le domaine du logement social ont augmenté de 15 % entre 1996 et 2001.

Un autre argument veut que le secteur privé québécois soit incapable de satisfaire la demande de nouveaux logements, notamment en raison de changements démographiques comme le vieillissement de la population et le nombre croissant de personnes seules. Affirmation pour le moins contestable. Le Québec n'est pas le seul à vivre ces situations, que l'on retrouve partout ailleurs au Canada. Pourtant, observe l'économiste, il est beaucoup plus facile de trouver un logement dans le reste du Canada, même dans les régions où la croissance démographique est largement supérieure à celle du Québec.

L'auteur dresse également un bilan fort instructif d'expériences réalisées ailleurs dans le monde, notamment en France et aux États-Unis. Il en ressort clairement que le concept d'habitations à loyer modiques, même s'il part de bonnes intentions, entraîne un certain nombre d'effets secondaires détestables : création de ghettos, entretien déficient, dégradation rapide des immeubles, création de deux classes de démunis (ceux qui ont accès au logement subventionné et les autres), affaiblissement du marché locatif privé entraînant pénurie de logements.

La crise du logement a des racines profondes, et personne ne pense la régler du jour au lendemain. Mais avant de tenir les arguments du FRAPRU pour parole d'évangile, les administrateurs publics auraient intérêt à méditer sérieusement sur l'étude de M. Desrochers.

¹ - On peut consulter gratuitement les travaux de M. Desrochers en tapant www.iedm.org

Profits en baisse et cours en hausse chez Forzani

FRANCIS VAILLES

Malgré des résultats trimestriels mitigés, les dirigeants du Groupe Forzani étaient radieux hier à l'assemblée annuelle des actionnaires, qui se tenait pour la première fois à Montréal.

Il faut dire que le détaillant d'articles de sports de Calgary vient de connaître la meilleure année de son histoire et que son action en Bourse a repris sa tendance haussière, depuis un mois. L'humeur de la haute direction s'explique également par des résultats certes en baisse, mais qui se comparent avantageusement aux autres entreprises de commerce de détail.

Au cours du trimestre (13 semaines) terminé le 4 mai, Forzani a engrangé un bénéfice net de 1 170 000 \$ (4 cents par action), ce qui est deux fois moins que les 2 710 000 \$ (9 cents par action) obtenus l'an dernier. Le mauvais temps du printemps, en particulier dans l'Ouest canadien, de même que la guerre en Irak et l'épidémie de SRAS à Toronto, expliquent en partie la progression modeste des profits et des ventes, a dit le chef de la direction, Bob Sartor.

Au total, les ventes au détail des magasins comparables n'ont crû que de 2,6 % durant le trimestre. Cette augmentation, la chaîne de Calgary la doit à ses franchisés, essentiellement concentrés au Québec sous la bannière Sports Experts. Les ventes comparables des franchisés ont en effet bondi de 11,1 %, tandis que celles des magasins corporatifs ont perdu 1,6 %. Les ventes des autres détaillants ca-



Photo IVANOH DEMERS, La Presse ©

John Forzani

nadiens ont toutefois baissé de 2 % ce printemps.

Le titre monte de 7,4 %

Hier, le titre a clôturé à 18,35 \$, en hausse de 1,26 \$ (7,4 %). À l'automne 2001, l'action se négociait à moins de 10 \$, elle qui atteignait près de 25 \$ durant l'été 2002. Les sept analystes qui suivent le titre en recommandent l'achat.

Au total, les ventes combinées des 199 magasins corporatifs et 169 franchisés de Forzani ont atteint 237,2 millions au premier trimes-

tre. Il s'agit d'une hausse de 18,2 % par rapport à la même période de l'année dernière, une croissance qui s'explique surtout par l'ajout de trois magasins Sport Mart et trois magasins franchisés (deux Atmosphère et un Sports Experts). Les deux nouveaux magasins Atmosphère, précisons-le, viennent de la conversion de deux boutiques L'Aventurier, rachetées de l'entrepreneur Gilles Couët, qui éprouvait des difficultés avec son réseau.

Trois des analystes s'attendaient à un bénéfice net moyen de 5,7 cents par action pour le trimestre.

Hier, la direction a précisé que la fermeture de 14 petits magasins Forzani a eu pour effet de retrancher 2 cents par action au bénéfice, tandis que la comptabilisation comme une dépense des options d'achat d'action a réduit le bénéfice de 1 cent. N'eût été ces ajustements, le bénéfice net aurait été de 7 cents par action, contre 10 cents l'an dernier.

Au cours de l'exercice annuel terminé le 26 février 2003, le détaillant a franchi le milliard de dollars de ventes, en hausse de 20,2 % sur les 876,4 millions de l'année

précédente. Le bénéfice net a également explosé de 48 %, à 30,5 millions (96 cents par action).

En reprenant les données de Trendex North America, l'entreprise se définit comme le plus important détaillant d'articles de sport au Canada, avec 15,2 % du marché. Ses plus proches rivaux sont Canadian Tire (9,2 %) et Sears (8,4 %). Les détaillants régionaux fragmentés accaparent encore 52 % du marché.

La direction attribue l'ascension de la compagnie à son assortiment complet de produits, à son service à la clientèle et à ses bas prix. L'importance plus grande des marques privées de Forzani (maintenant 10 % des ventes) a également contribué aux succès de l'entreprise.

Le fondateur de l'entreprise, John Forzani, soutient que le groupe peut atteindre une part de marché de 25 % au Canada sans qu'il n'y ait d'effet de cannibalisation entre les magasins. La croissance viendra notamment de l'Ontario et des Maritimes. L'entreprise, dit M. Forzani, n'a pas pris de décision quant à une expansion aux États-Unis, une décision qui ne sera pas prise avant « deux à trois ans ». Par ailleurs, le Groupe Forzani n'a reçu aucune offre d'achat. Elle devrait considérer toute offre, dit M. Forzani, « mais il faudrait qu'elle soit faite à un très fort prix ».

L'homme d'affaires de 56 ans justifie sa rémunération globale de 3,8 millions l'an dernier (salaires, primes et options) par le fait qu'il occupait le poste de chef de la direction. M. Forzani est dernièrement devenu le président du conseil d'administration de l'entreprise, un poste qui exige passablement moins de travail.

Les ventes de Reitmans souffrent du SRAS

MARIE TISON

LE SRAS, le syndrome respiratoire aigu sévère, a frappé Reitmans deux fois plutôt qu'une. Le détaillant de vêtements pour dames, qui importe de Chine plus du tiers de sa gamme de vêtements, a dû défendre aux employés de son bureau d'approvisionnement de Hong Kong de voyager dans le reste de la Chine.

Ce bureau compte une cinquantaine d'employés qui ont pour tâche de rechercher des vêtements à un rapport qualité-prix favorable pour toutes les bannières de l'entreprise.

« Nous nous faisons plutôt envoyer les vêtements au bureau de Hong Kong, a indiqué le président de Reitmans, Jeremy Reiman, à l'issue de l'assemblée des actionnaires hier. Nous poursuivons quand même les affaires. »

L'impact du SRAS est plus prononcé du côté des ventes de Reitmans, surtout dans la région torontoise.

« Le nord-est de Toronto, Scarborough, Markham ont été touchés, a déploré M. Reiman. Les gens magasinent moins. »

La fréquentation a également chuté au Centre Eaton, une des importantes attractions touristiques du centre-ville de Toronto.

« Ça n'a pas aidé à la situation », a laissé tomber M. Reitman.

Les ventes de Reitmans ont atteint 177,7 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2003-2004, trimestre qui prenait fin le 3 mai 2003. Il s'agit d'une augmentation de 41 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, mais il faut tenir compte du fait que, contrairement au premier trimestre de 2002-2003, le premier trimestre de 2003-2004 comprend les ventes de Shirmax, un détaillant de vêtements acquis en juin 2002.

Dans les faits, le chiffre d'affaires des magasins comparables de l'entreprise a baissé de 3 % au premier trimestre de 2003-2004 comparativement à la même période de l'exercice précédent.

Le bénéfice net a diminué de 20 %, passant de 5,1 millions, ou 30 cents par action, à 4,1 millions, ou 24 cents

par action.

« Nous avons encore des dépenses additionnelles en raison de l'intégration de Shirmax, mais nous n'avons pas eu une croissance suffisante des ventes pour obtenir des profits additionnels », a expliqué M. Reitman.

Le premier trimestre de 2003-2004 représente cependant une amélioration par rapport au quatrième trimestre de 2002-2003, qui avait donné lieu à une perte nette de près

de 2,4 millions. De mauvaises conditions météorologiques et une baisse de confiance des consommateurs avaient réduit la fréquentation et avait forcé Reitmans à faire des ventes à rabais.

Le titre de Reitmans avait chuté à la suite de l'annonce de ces résultats, passant de 18 à 15 \$. Il s'est quelque peu repris depuis, clôturant hier à 17,25 \$, en hausse de 25 cents par rapport à la veille.

M. Reitman a plutôt insisté hier sur les résultats encourageants du mois de mai : les ventes ont augmenté de 13 % et les ventes des magasins comparables se sont accrues de 8 %.

« Nous sommes confiants de connaître un excellent deuxième trimestre », a déclaré M. Reitman.

Il a fait valoir que, selon un sondage réalisé par le Centre de recherche Décima, l'indice de confiance des consommateurs canadiens avait atteint 88,4 en mai, soit le plus haut niveau de confiance enregistré au cours des 12 derniers mois.

L'entreprise exploite présentement 830 magasins, soit 338 Reitmans, 160 Smart Set-Dalmys, 124 Penningtons, 28 RW & Co., 68 Addition-Elle, 44 Addition-Elle Entrepôt et 68 magasins Thyme Maternité. Ces magasins se retrouvent dans toutes les provinces, avec une concentration en Ontario et au Québec.

Reitmans a tenu hier son assemblée annuelle dans son nouveau centre de distribution de Montréal qui, lorsqu'il sera achevé, en août prochain, pourra desservir jusqu'à 1100 magasins.

Les investissements sont en hausse dans les régions

Presse Canadienne

LES INVESTISSEMENTS régionaux ont connu une bonne augmentation au Québec au cours des années 2001 à 2003, alors que les régions du Nord-du-Québec, de la Mauricie et de Lanaudière se démarquaient à ce chapitre.

Selon l'Institut de la statistique du Québec, le Nord-du-Québec a connu une croissance de 46,9 % des investissements durant la période, la Mauricie obtient un gain de 24,8 % alors que Lanaudière n'est pas en reste avec 21,8 %.

Les investissements totalisent 544 millions dans le Nord-du-Québec et 1,4 milliard en Mauricie, alors que Lanaudière obtient des investissements de 1,8 milliard.

La progression dans la région du Nord-du-Québec serait davantage attribuable au secteur public, tandis que celle des régions de la Mauricie et de Lanaudière serait due particulièrement au secteur privé.

En fait, une seule région connaît une diminution de ses investissements au Québec. Le Saguenay—Lac-Saint-Jean a vu les investissements diminuer de 10,3 %, essentiellement en raison de la baisse provenant du secteur privé. Il faut dire que le Saguenay—Lac-Saint-Jean avait d'importants projets en cours durant les dernières années, notamment la construction d'une nouvelle aluminerie à Alma.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

PCM
www.pcm.qc.ca



LA PUB EN FÊTE!

ACCLAMONS LES MEILLEURES PUBLICITÉS QUÉBÉCOISES DE L'ANNÉE !

Vendredi soir dernier, se tenait à la Place des Arts, le 44^e Gala du Publicité Club de Montréal (PCM), au cours duquel étaient décernés les Coqs d'or, d'argent et de bronze, aux meilleures pièces et campagnes publicitaires, promotionnelles et interactives produites au cours de la dernière année.

En tout, 86 Coqs ont été octroyés durant cette soirée, dont 3 Grands Coqs d'or. Nous vous présentons ci-dessous quelques-uns des lauréats. Pour voir et entendre toutes les pièces et campagnes, les finalistes comme les lauréats, consultez le www.cyberpresse.ca/pcm2003.

La Presse et **cyberpresse.ca**

félicitent tous les lauréats

GRAND COQ D'OR - VOLET PUBLICITÉ



« Notoriété », Familiprix

Agence : Bos

Dans l'ordre habituel : Marc Fabien (Bos), Francis Tremblay (Familiprix), Jean-François Bernier (Bos), Mélanie Le Ouellec (Familiprix), Sylvie Crête (Bos), André Rhéaume et Andres Norambuena de Familiprix.

GRAND COQ D'OR - VOLET MARKETING PROMOTIONNEL



« FCMM », Volkswagen Canada

Agence : PALM Publicité Marketing

Laurent Prud'homme et Nicolas Dubé de PALM, entourent Karen Marderosian de Volkswagen Canada.

GRAND COQ D'OR - VOLET INTERACTIF



« Pictogramme 2002 », Tourisme Québec

Agence : PALM Publicité Marketing

Sylvain Carreau, Roger Dubois (PALM), Julien Cormier de Tourisme Québec et David Alexandre Tanguay (PALM).

CAMPAGNE PROMOTIONNELLE SERVICE



« Un voyage par jour », Bell Mobilité

Agence : Groupe Cossette / Blitz

Élaine Bissonnette (Bell), Marie-Claude Lachance (Blitz), Marc-André Côté (Bell) et Marjo Dufour (Blitz).

CATÉGORIE : CRÉATIVITÉ MÉDIA



« Greffe de cheveux », Clinique Jean Gilbert

Agence : Allard-Johnson Communications

Donald Samson et Christian Desrosiers accompagnent le Dr. Jean Gilbert (à droite) de la Clinique Jean Gilbert.

PRIX JACQUES-BOUCHARD



« Le Sida circule toujours », Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS)

Agence : Marketal

Carl Grenier, président du PCM, Sophie Massé de Marketal, Jacques Bouchard, Jocelyne Charest du MSSS, Line Beauchamp, Ministre de la Culture et des Communications, et Nicole René, présidente directrice générale de l'OOLF.

HOMMAGE



Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ)

Luc Cousineau, musicien, Nicole Dubé, directrice du service de la promotion et de la publicité de la FPLQ et Carl Grenier, président du PCM.

13^E CONCOURS DE LA RELÈVE PUBLICITAIRE



Les étudiants ont eu à développer une campagne pour augmenter la notoriété des Publications du Québec. L'équipe gagnante : HEC Montréal. Dans l'ordre habituel : Marie-Claude Lanoue (Les Publications du Québec), Caroline Starecky (responsable du 13^e Concours de la Relève publicitaire du PCM), Marie-Eve Charbonneau, Simon Duquette, Marie-Hélène Brault, Maxime Boucher, Sabrina Benoit, Sébastien St-Onge, Dominique Doré (Les Publications du Québec), Marielle Séguin, directrice générale de l'information gouvernementale (MRCI), René Gendreau, professeur (HEC Montréal), Martine Grégoire et Julie Dubé (LG2).

Le géant des ordinateurs de poche Palm rachète Handspring

Agence France-Presse

MILPITAS, Californie – Le géant américain des ordinateurs de poche Palm va racheter son concurrent Handspring dans une transaction par échange d’actions, indique un communiqué commun publié hier par les deux sociétés.

Cette transaction est évaluée à 168,9 millions de dollars américains, sur la base du cours de clôture de Palm mardi soir à New York.

Par ailleurs, le conseil d’administration de Palm a approuvé la transformation en société indépendante de la division PalmSource (systèmes d’exploitation). Palm avait annoncé en 2001 son intention de se diviser en deux sociétés indépendantes, PalmSource et Palm Solutions Group.

Handspring, leader mondial dans le secteur des téléphones mobiles « intelligents » dotés

des fonctions d’un assistant personnel (PDA), devrait être intégrée dans Palm Solutions Group.

Selon les termes de l’accord avec Handspring, qui devrait être conclu à l’automne après la séparation d’avec PalmSource, Palm émettra 13,9 millions d’actions et échangera 0,09 action de Palm pour chaque action de Handspring en circulation.

Sur la base du cours de clôture de 12,15 \$ US de Palm mardi, l’accord valorise l’action de Handspring, qui avait clôturé la veille à 1,11 \$ US, à 1,09 \$ US.

Après la fusion, les actionnaires de Handspring détiendront environ 32,2 % de la nouvelle société, et les actionnaires de Palm environ 67,8 %.

« Ces deux initiatives ambitieuses vont être un catalyseur puissant de la transformation de l’industrie de l’ordinateur de poche », a déclaré Eric Benhamou, PDG de Palm et président du conseil d’administration de PalmSource, dans le communiqué.

La société issue de la fusion, qui doit encore être approuvée par les autorités de la

concurrence américaine, sera renommée plus tard dans l’année, précise le communiqué.

Les actionnaires de Palm et d’Handspring devront également voter sur la fusion, au cours d’assemblées qui se tiendront à l’automne.

Les deux sociétés prévoient que la transaction fournira de meilleures occasions de ventes pour la nouvelle entité. Elles prévoient également de réaliser des économies annuelles de coûts d’environ 25 millions US, avec le licenciement de quelque 125 personnes, l’élimination de programmes se chevauchant, la fermeture de locaux et les avantages qui seront tirés d’un plus grand volume de fabrication et de distribution, selon le communiqué.

Les employés de Handspring seront mutés au quartier général de Palm Solutions à Milpitas, en Californie.

Dans le cadre de l’accord, Palm va accorder une marge de crédit initiale de 10 millions US jusqu’à ce que la fusion devienne effective. Cette somme pourrait être augmentée à 20 millions US sous certaines conditions, et l’échéance rallongée, indique également le communiqué.



L’agenda m100 de Palm.

Photothèque AP ©

Hewlett-Packard signe un contrat d’infogérance de cinq ans avec Ericsson

Agence France-Presse

PALO ALTO — Le groupe informatique américain Hewlett-Packard (HP) a annoncé hier la signature d’un contrat d’infogérance de cinq ans avec l’équipementier suédois en télécommunications Ericsson, prévoyant l’acquisition par HP de l’infrastructure en technologies de l’information d’Ericsson.

Ce dernier gardera le contrôle de son ré-

seau et transférera environ un millier de ses employés chez HP, selon le communiqué publié par HP.

Aucun montant financier n’a été fourni pour cet accord à l’échelle mondiale.

Lors de la signature en avril d’un protocole d’accord entre les deux groupes, une porte-parole de HP avait indiqué qu’il s’agissait « du plus important contrat de sous-traitance jamais signé en Suède ».

La division HP Services va fournir un éventail de services à Ericsson, notamment au niveau de l’automatisation des opérations, de la gestion des centres de données et de la standardisation de son parc informatique.

« La sous-traitance des opérations de technologies de l’information fait partie des changements en cours chez Ericsson dans ce domaine, et de notre programme général de

restructuration destiné à réduire de manière importante les dépenses d’exploitation et le coût des ventes », a déclaré Per-Arne Sandstrom, vice-PDG d’Ericsson.

Le groupe suédois a enregistré au premier trimestre de 2003 sa huitième perte trimestrielle consécutive, et annoncé récemment 7000 suppressions d’emplois supplémentaires.

Un bénéfice net pour Nexxlink après la tempête

PIERRE BELLEMARE

APRÈS AVOIR TRAVERSÉ une période plutôt sombre, Nexxlink Technologies a dégagé un bénéfice net de 494 000 \$ (9 cents par action) pour le trimestre clos le 30 avril, portant son bénéfice net à 1,6 million de dollars (30 cents par action) pour les neuf premiers mois de l’exercice en cours.

Pour ce troisième trimestre, le chiffre d’affaires a atteint 19,8 millions comparativement à 15,8 millions un an plus tôt. Les services-conseils et d’impartition ont fait un bond de 42 %, passant de 4,3 millions à 6 millions, alors que les solutions d’infrastructure ont progressé de 19 %, passant de 11,6 à 13,8 millions.

Nexxlink a donc réalisé un bénéfice net de 494 000 \$, alors qu’elle avait subi une perte nette de 267 000 \$ (5 cents par action) pour le même trimestre de l’exercice précédent.

« Notre succès repose sur des services à forte valeur ajoutée permettant à nos clients d’optimiser leur efficacité, tel que nos services d’assistance technique. Nous avons d’ailleurs inauguré en mai dernier notre nouveau centre d’assistance technique situé au centre-ville de Montréal. Nous comptons déjà plus d’une centaine d’agents et avons signé des contrats de longue durée d’une valeur de plus de 12 millions », commente Robert Courteau, président et chef de la direction de Nexxlink.

Pour la période de neuf mois, Nexxlink a réalisé un chiffre d’affaires de 52,6 millions, représentant une hausse de 14 % par rapport aux revenus de 46,3 millions enregistrés à la même période de l’exercice 2002. Les revenus des services-conseils et d’impartition ont fait un bond de 87 %, passant de 10,6 millions pour les neuf premiers mois de 2002 à 19,7 millions pour le présent exercice. Cette importante progression a fortement contribué à la nette amélioration de la rentabilité de la société. De fait, le bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement s’est établi à 3,5 millions comparativement à 350 000 \$ pour la même période en 2002.

Quant au bénéfice net, il s’est établi à 1,6 million (30 cents par action), par rapport à une perte nette de 664 000 \$ (14 cents par action) pour la même période de l’exercice précédent.

Le bilan de la société continue d’afficher une situation des plus saines avec un fonds de roulement de 6,4 millions, aucun emprunt bancaire à court et à long terme, et des capitaux propres de 14,3 millions (2,68 \$ l’action) au 30 avril dernier.

Spécialisé dans le domaine de l’informatique depuis 1977, Nexxlink Technologies est un fournisseur de services informatiques intégrés offrant des solutions spécialisées en technologies de l’information (TI) reliées à l’infrastructure de réseaux et des solutions d’affaires électroniques.

Le cours de l’action de la firme est demeuré inchangé hier à 2,85 \$.

Solutions Réseau

FIABILITÉ

EXPERTISE

Ce serait tellement plus simple de confier votre réseau à ceux qui en conçoivent depuis toujours.

À l’avant-garde des communications depuis plus de 120 ans, 25 millions de branchements, plus de 4 000 professionnels dédiés aux besoins des entreprises : Bell s’y connaît en réseaux. Nous avons l’expertise pour gérer votre réseau, assurer sa sécurité, y faire converger voix et données, et prendre en charge vos applications. Le tout fonctionne de façon intégrée et vous profitez d’une technologie constamment mise à jour. Vous réduisez ainsi vos dépenses d’investissement et d’exploitation. C’est tellement plus simple avec les experts du premier réseau au pays.

Appelez votre représentant ou visitez le www.entreprise.bell.ca/1



Et bien simple.



LE REINE ELIZABETH
MONTRÉAL

Le Beaver Club

Quand la gourmandise devient une vertu...

**Nouveau décor.
Plus élégant que jamais.**

Réservations : (514) 861-3511
www.fairmont.com

3145192

3145294

8136591A



URGENT

Faites un don à :

LA FONDATION DE L'HÔPITAL DE MONTRÉAL POUR ENFANTS

(514) 934-4846

www.fondationpourenfants.com

THE MONTREAL CHILDREN'S HOSPITAL FOUNDATION

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Appel d'offres

Société immobilière du Québec

Recherche d'un local à Montréal

DOSSIER N° 899199

Description et localisation : La Société immobilière du Québec désire louer, selon un bail de dix (10) ans, un espace de bureaux d'une superficie utilisable minimale de 2 056,5 m.c., mesuré selon ses normes de mesurage. Le local doit être situé sur un ou deux niveaux de plancher contigus, sans dénivellation, être accessible aux personnes à mobilité réduite et être situé à l'intérieur du périmètre délimité comme suit : à l'ouest : l'autoroute Décarie, de l'autoroute Métropolitaine jusqu'à la rue Notre-Dame; au nord : l'autoroute Métropolitaine, de l'autoroute Décarie à la rue Papineau; à l'est, la rue Papineau, de l'autoroute Métropolitaine à la rue Notre-Dame Est; la rue Notre-Dame Est, de la rue Papineau à la rue Berri; la rue Berri, de la rue Notre-Dame à la rue de la Commune; au sud : la rue de la Commune, de la rue Berri à l'autoroute Bonaventure; l'autoroute Bonaventure, de la rue de la Commune à la rue Notre-Dame Ouest; la rue Notre-Dame Ouest, de la rue University à l'autoroute 15. Les immeubles soumis devront être conformes aux règlements d'urbanisme de la ville de Montréal et desservis par les réseaux d'égout et d'aqueduc. Le périmètre inclut, le cas échéant, les adresses civiques de part et d'autre des voies publiques. Le local ainsi que les aménagements demandés devront être livrés en deux phases : au plus tard le 30 septembre 2003 pour les secteurs C et D et le 30 novembre 2003 pour les secteurs A et B.

Information et procédure : On peut consulter gratuitement la documentation pertinente ou en obtenir un exemplaire au coût de 50 \$ aux bureaux de la Société, à l'adresse suivante : Direction régionale de Montréal, bureau des soumissions, 190, boul. Crémazie Est, 3e étage, Montréal (Québec) H2P 1E2, (514) 873-5485, poste 5809. Pour renseignements additionnels, veuillez communiquer avec Anne-Marie Salich (poste 5615), Chantal Desjardins (poste 5672) ou Jocelyne Boulanger (poste 5662) au (514) 873-5485. Une séance d'information se tiendra le 12 juin 2003, à la salle 2.16 du 190, boul. Crémazie Est, 2e étage, Montréal.

Date/heure de clôture et validité des soumissions : Les soumissions devront être reçues dans l'enveloppe-réponse fournie à cet effet, avant 15 h, le 19 juin 2003 et être accompagnées d'une garantie de soumission au montant de 5 000 \$. Elles seront ouvertes au 190, boul. Crémazie Est, 3e étage, Montréal (Québec) H2P 1E2. Les soumissions seront valides pour trente (30) jours à compter de la date de clôture. La Société n'est pas tenue d'accepter la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

Pierre Babineau, ingénieur
Vice-président à la gestion des espaces et des immeubles

Québec

L'ensemble des appels d'offres de la Société peuvent être consultés sur notre site Internet

www.siq.gouv.qc.ca

Faites un don à :

LA FONDATION DE L'HÔPITAL DE MONTRÉAL POUR ENFANTS



THE MONTREAL CHILDREN'S HOSPITAL FOUNDATION

(514) 934-4846

www.fondationpourenfants.com

V. ALFRED GAGNÉ

c. ALLIANCE DES PROFESSEURES ET PROFESSEURS DE MONTRÉAL

AVIS

Le 3 septembre 2002, l'honorable John H. Gomery a autorisé l'exercice d'un recours collectif pour le compte de toutes les personnes ayant des enfants mineurs inscrits à la Commission scolaire de Montréal, les 19, 20 et 21 novembre 2001 qui ont subi des dommages en raison de la grève illégale des membres de l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal.

Suite à une conférence de règlement à l'amiable présidée par l'honorable François Rolland J.C.S., une entente de règlement est intervenue.

Cette entente prévoit que:

1. Une somme de 25 \$ par jour de grève sera versée par l'Alliance à chaque famille qui a dû garder ou prendre des moyens pour faire garder son ou ses enfants inscrits au préscolaire, au primaire ou au secondaire 1 et 2, en raison du fait que le parent (s'il s'agit d'une famille monoparentale) ou les deux parents travaillaient durant cette même journée.
2. Cette somme sera versée pour 2 jours de grève, compte tenu que l'une de ces journées a été récupérée dans le cadre de l'entente survenue devant le Conseil des services essentiels.
3. Le montant total auquel chaque famille aura droit en vertu du paragraphe 1 sera diminué de 5 \$ par jour (maximum de 10 \$) par enfant qui était inscrit au service de garde de son école lors desdites journées de grève.

Chaque famille devra produire au greffe de la Cour supérieure une seule réclamation par un affidavit prévu à cette fin et disponible au greffe de la Cour supérieure du Québec, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, salle 1.140. Cet affidavit devra être signé par un parent et être attesté par un commissaire à l'assèmentation. Le dépôt au greffe de la Cour supérieure devant être fait dans les douze mois suivant l'avis annonçant l'approbation par le tribunal de cette transaction.

Les honoraires des procureurs des membres du groupe seront payés en sus par l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal.

Dans les 45 jours de la présente publication, vous pouvez vous exclure en faisant parvenir un avis à cet effet par courrier recommandé adressé au Greffier de la Cour supérieure, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal. Les membres qui ne s'excluent pas dans ce délai seront liés par le règlement intervenu, s'il est approuvé.

L'entente de règlement sera soumise pour approbation au tribunal le 25 juin 2003 à 14:15 heures en la salle 15.02 du palais de justice de Montréal, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal. Les membres du groupe peuvent faire valoir à cette occasion au tribunal leurs prétentions sur le règlement proposé.

3147384



Société pour les enfants handicapés du Québec

Assemblée annuelle

La soixante-treizième assemblée annuelle de la Société pour les enfants handicapés du Québec se tiendra le mercredi 18 juin 2003 à 17 h, au siège social de la Société pour les enfants handicapés du Québec, au 2300, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal.

Diane Zdonowski
Secrétaire



AÉROPORTS DE MONTRÉAL

APPEL D'OFFRES

PROJET

Réfection des chaussées à l'Aéroport de Montréal-Mirabel

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'information sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM :

www.admtl.com

Mario Di Raddo (514) 633-2939

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE QUÉBEC

NO : 200-22-024059-032

COUR DE QUÉBEC

9073-3213 QUÉBEC INC.

Requérante

c.

DENIS BERIAU

Intimé

PAR ORDRE DU TRIBUNAL :

La requérante avise l'intimé qu'elle a déposé au greffe de la Cour du Québec du district de Québec une requête introductive d'instance. Une copie de cette requête et de l'avis à l'intimé a été laissée à l'intention de l'intimé, au greffe du tribunal, au Palais de justice de Québec, 300, boul. Jean-Lesage, Québec à la salle 1.24.

L'intimé est requis de produire une comparution écrite, dans un délai de trente (30) jours de cette publication, personnellement ou par l'entremise de ses procureurs, au greffe du tribunal, au Palais de justice de Québec.

La requérante avise l'intimé que, faite par lui de déposer sa comparution écrite au greffe du tribunal dans ce délai, elle pourra procéder à obtenir lui un jugement par défaut conforme aux conclusions contenues dans la requête introductive d'instance.

Si l'intimé comparait, la requête introductive d'instance sera présentée devant le tribunal le 18 juillet 2003, à 10 h 30, en la salle 4.26 du Palais de justice de Québec et le tribunal pourra, à cette date, exercer les pouvoirs nécessaires en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance ou procéder à l'audition de la cause, à moins que l'intimé n'ait convenu par écrit avec la requérante ou son avocat d'un calendrier à respecter en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance, lequel devra être déposé au greffe. Si l'intimé, qui a produit une comparution écrite, désire contester, il doit se présenter au Palais de justice de Québec à cette date.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Québec, le 30 mai 2003

Nicole CÔTÉ, Greffière-adjointe

SOUMISSIONS PUBLIQUES

Réfection de blocs de moteur pour autobus

Documents disponibles

50 \$ non remboursable – mandat ou chèque visé à l'ordre de la STM 8845, boul. Saint-Laurent, rez-de-chaussée (réception), Montréal, à compter du jeudi 5 juin 2003, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 15 h 30.

Information : (514) 280-4904
Séance d'information obligatoire le mardi 17 juin 2003 à 13 h 15

(Les soumissionnaires n'ayant pas assisté à la séance verront leur offre automatiquement rejetée).

Dépôt des soumissions

Siège social STM, 800, de La Gauchetière Ouest, bur 8100 – réception 8^e étage – portail Nord-Est, Montréal, avant le mercredi 25 juin 2003 à 15 h. Ouverture publique immédiatement après.

Aucune garantie de soumission

Note

La Société ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions, et n'encourt aucune obligation envers les soumissionnaires.

Référence : STM-2728-01-03-18

Louise Pouliot
Secrétaire adjointe



Rien de concret pour le tiers-monde au G8

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE
ANALYSE

Depuis quelques années, les organisateurs du sommet du G8 se donnent de la peine à montrer que cette rencontre annuelle ne tourne pas uniquement autour des problèmes des pays industrialisés et que les participants se préoccupent aussi des problèmes du tiers-monde et du dialogue Nord-Sud.

Cette année, la France a invité à Évien une douzaine de chefs de gouvernement de pays du tiers-monde dont la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud. Ils étaient logés à Lausanne, la largeur du lac Léman symbolisant bien l'énorme différence économique et politique qui sépare les deux groupes. Et le communiqué du G8 a bien démontré que la différence est loin d'être symbolique.

Cinquante ans de négociations commerciales ont créé des conditions très favorables à l'épanouissement des échanges entre pays industrialisés et les pays du tiers-monde veulent maintenant participer pleinement au commerce mondial. Ils se plaignent tout spécialement du fait que l'agriculture continue à faire l'objet de mesures protectionnistes qui ont disparu depuis longtemps dans d'autres secteurs.

On estime que le tiers-monde pourrait augmenter son revenu des exportations agricoles de 100 milliards de dollars américains, soit deux fois l'aide qu'il reçoit annuellement, si les pays industrialisés mettaient fin à la protection de leurs marchés et aux subventions à leur agriculture. Or, ce qui bloque la libéralisation des échanges agricoles mondiaux ne sont pas les

problèmes techniques qui préoccupent les spécialistes mais la volonté politique des chefs de gouvernement.

Évien aurait été l'occasion pour ces pays de relancer les négociations agricoles, comme le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, le leur a demandé expressément la semaine dernière. M. Annan a précisé que l'Europe, les États-Unis et le Japon se sont engagés à Doha à s'occuper du problème agricole et que, depuis lors, rien n'a été fait. Mais le communiqué du G8 se borne à mentionner laconiquement l'existence du problème.

L'ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, Sergio Marchi, a expliqué à *La Presse* que tout se jouera avant la fin du mois de juin, parce qu'il faudrait que l'Union européenne entreprenne des démarches pour modifier sa politique agricole commune. M. Marchi reste optimiste quant à l'issue finale, car il estime que les principaux pays veulent un nouvel accord commercial mondial. Les ministres se rencontreront en Égypte dans un mois et le Canada a offert de les accueillir à Montréal en août avant la grande conférence à Cancun en Septembre.

M. Marchi ajoute que, dans les rapports entre les pays industrialisés et le tiers-monde, il faut surtout voir la question du développement et, dans ce contexte, il faut accorder une importance toute particulière au commerce des produits pharmaceutiques nécessaires dans la lutte contre des épidémies comme le sida. Cette question était aussi soulevée dans la lettre de M. Annan, et n'a pas évoqué une réponse plus constructive que l'agriculture de la part du G8.

Air Canada aimerait contourner la règle de propriété étrangère

Presse Canadienne

TORONTO – La direction d'Air Canada examine de récentes restructurations menées dans le secteur des télécommunications, où a été contournée la règle fédérale du plafond de propriété étrangère.

Une initiative semblable permettrait au transporteur de réunir de l'argent frais, en convertissant jusqu'à 9 milliards de dollars de dettes en actions, rapportait hier un quotidien torontois.

Une autre étape du sauvetage d'Air Canada consisterait à créer une société de portefeuille distincte, écrit le *Globe and Mail*.

En mai, la compagnie a affirmé à ses syndicats que, pour quitter le joug de la loi sur les faillites, elle devrait faire accepter à ses créanciers des actions au lieu d'un remboursement en argent; l'annonce avait fait reculer quelque peu le titre à la Bourse de Toronto.

Or, la dette d'Air Canada est pour la plus grande partie détenue par des étrangers et la conversion de la dette en actions ferait crever le plafond de propriété étrangère prévu par la loi pour un transporteur.

Il est interdit à des étrangers de contrôler un transporteur aérien ou d'en détenir 25 % des actions avec droit de vote. Justement, Air Canada cherche à intéresser des investisseurs comme Texas Pacific Group.

C'est pourquoi le transporteur se penche sur la manière choisie par AT&T Canada, Call-Net Enterprises et Microcell Telecommunications pour se restructurer. Ces entreprises ont pu convertir en actions des dettes à des créanciers étrangers.

Cette semaine, le président d'Air Canada, Robert Milton, est allé à Washington pour rencontrer entre autres l'International Air Transport Association, qui souhaite voir alléger les règles de propriété.

De son côté, le secrétaire américain aux Transports, Norman Mineta, a demandé au Congrès que soit relevé, de 25 à 49 %, le plafond de propriété étrangère pour les transporteurs aériens américains.

À Ottawa, le ministre fédéral David Collette a adopté une attitude attentiste à ce sujet : « Attendons simplement de voir ce qui se passera. Ce n'est pas une question urgente, à mon avis. » Le ministre des Transports a rappelé que le cabinet peut autoriser, au cas par cas, un plus haut niveau de propriété étrangère.

EMI poursuit Bertelsmann pour son soutien à Napster

Reuters

LOS ANGELES — EMI Group a annoncé hier le dépôt d'une plainte contre son concurrent allemand Bertelsmann qu'il accuse d'avoir contribué aux infractions aux droits d'auteur en finançant le système d'échange de musique sur Internet Napster.

EMI devient ainsi le deuxième géant du disque à rallier l'action en justice portant sur 17 milliards de dollars américains engagée en février par des éditeurs musicaux contre Bertelsmann.

Le groupe britannique a déposé sa plainte auprès d'un tribunal fédéral de New York. Universal Mu-

sic Group, filiale de Vivendi Universal (VU), a déposé une plainte similaire le mois dernier.

Les parties civiles accusent Bertelsmann d'avoir prolongé la réussite de Napster en investissant plus de 100 millions US dans le service, aujourd'hui fermé.

Après avoir connu un très grand succès, Napster a été fermé à la suite des procédures judiciaires engagées par l'industrie du disque et racheté par Roxio pour lancer un service de vente de musique en ligne sous ce nom.

Une porte-parole de Bertelsmann n'a pas souhaité faire de commentaire dans l'immédiat.

CBC Radio-Canada

Mise en disponibilité de sites de radiodiffusion AM

La Société Radio-Canada sollicite des propositions relatives à la mise en disponibilité de sites de transmission de radiodiffusion AM situés à Québec et Rimouski (Québec).

Radio-Canada souhaite recevoir des propositions en vue de l'achat ou de la location des terrains et des équipements de transmission AM ou en vue du réaménagement de ces terrains à leur valeur optimale ou de l'achat des équipements seulement.

La date fixée pour le dépôt des propositions est le 4 juillet 2003.

Pour obtenir un exemplaire des instructions et de toute autre documentation pertinente, veuillez communiquer par écrit avec la personne suivante :

Louis-Paul Germain

Chef national, Gestion immobilière, Service de la transmission
Société Radio-Canada

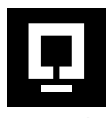
250, avenue Lanark, C.P. 3220, succursale " C "

Ottawa (Ontario) K1P 1E4

Télécopieur : (613) 724-5522

Corriel : louis_paul_germain@radio-canada.ca

La Société Radio-Canada n'est pas tenue d'accepter aucune proposition.



SAQ

APPEL D'OFFRES

Numéro de dossier : SP-1187

Projet : Boîtes de carton et séparateurs

Des soumissions pour la fourniture, sur demande seulement, de boîtes de carton et de séparateurs pour une période de douze (12) mois seront reçues au plus tard à 11 h 30 (heure locale), le 16 juin 2003 par la Société des alcools du Québec (SAQ).

Le document complet d'appel d'offres est disponible du lundi au jeudi (inclusivement) de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h ainsi que le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30, aux adresses suivantes :

Siège social 905, avenue De Lorimier
Montréal (Québec) - H2K 3V9

Centre de distribution de Montréal 2021, rue Des Futilles
Montréal (Québec) - H1N 3M7

Centre de distribution de Québec 2900, rue Einstein
Sainte-Foy (Québec) - G1X 4B3

Un versement non remboursable de vingt-cinq dollars (25 \$) est requis pour obtenir un document d'appel d'offres ainsi que pour chaque exemplaire additionnel. Ce montant est payable en argent comptant ou par chèque certifié fait à l'ordre de la Société des alcools du Québec. Le document complet d'appel d'offres est également disponible gratuitement pour consultation sur place.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant obtenu le document d'appel d'offres directement de la SAQ, qui a une place d'affaires au Québec et qui réalise la fabrication au Québec, est admise à soumissionner.

Le soumissionnaire devra fournir avec sa soumission, comme cautionnement de soumission, soit un chèque certifié fait à l'ordre de la Société des alcools du Québec, soit une police de garantie souscrite par une compagnie d'assurance ou une institution bancaire autorisée à se porter caution au Québec, le tout valide pour la période stipulée au document d'appel d'offres. La valeur du cautionnement devra correspondre à dix pour cent (10%) du montant de la soumission.

La SAQ ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.



Une tempête paralyse un centre de distribution.
La distribution n'est pas touchée.
Voyez-vous l'idée?

Les affaires à la demande. Un monde où les entreprises savent gérer les imprévus. Où tous les centres de distribution d'un réseau peuvent modifier leurs processus simultanément pour s'adapter rapidement aux marchés ou à la météo. En changeant l'itinéraire des chargements, en réorganisant le flux des travaux. Sans jamais s'arrêter.

Devenez une entreprise à la demande.

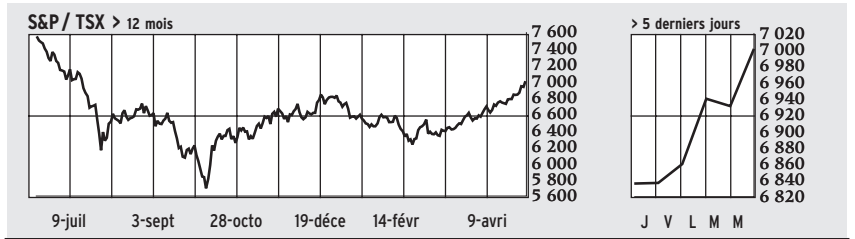
Avec les **@affaires électroniques à la demande^{MC}**

www.can.ibm.com/demande



INVESTIR

BOURSE DE TORONTO



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
6 914,97	7 012,94	6 911,34	7 001,33	1,01%	-7,49%
ACTIONS NÉGOCIÉES		1 333	GAINS	667	PERTES
			476	INCHANGÉES	
52 semaines		HAUT	BAS	Volume	HIER
		7 602,85	5 678,28	(millions)	270
					JOUR PRÉCÉDENT
					215
SOUS-INDICES					
		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
Services financiers		115,49	1,53	Prod. consom. discrét.	74,99
Matériaux de base		112,20	1,10	Services de télécom.	56,99
Énergie		133,59	0,79	Prod. consom. de base	160,72
Produits industriels		63,68	0,71	Service publics	138,36
Tech. de l'information		20,00	0,53	Soins de santé	70,06

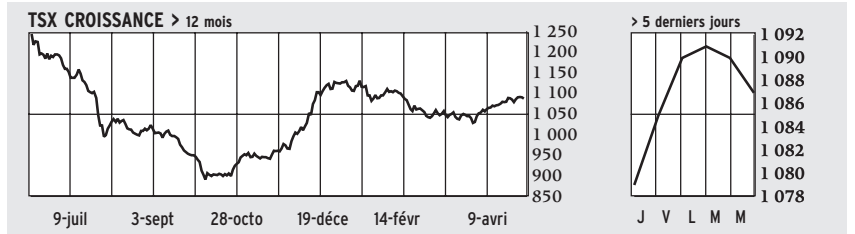
AUTRES INDICES CANADIENS					
		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)	
S&P / TSX 60		396,76	3,93	1,00	
S&P / TSX Petites cap.		454,72	3,56	0,79	
		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)	
S&P / TSX Moyen. Cap.		451,19	5,25	1,18	
DJ Can. Titans (40)		1 025,90	10,17	0,99	

LES 10 PLUS ACTIFS								
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
NORTEL NETWORKS	57420481	4,30	-0,02	METHANEX CORP	2389998	14,50	0,35	
BAYTEX ENERGY LTD	6373806	11,75	0,85	CELESTICA INC	2341536	21,70	1,95	
BOMBARDIER/B	4145295	3,81	-0,01	PLACER DOME INC	2302254	15,15	0,33	
CGI GROUP INC	2635743	8,40	0,40	BARRICK GOLD CORP	2298314	24,80	0,37	
KINROSS GOLD CORP	2411943	9,11	-0,13	COMPTON	2255195	6,16	-0,09	

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
TUNDRA	399673	11,05	14,15	FAIRFAX FINANCIAL	411626	195,00	17,50
TS03 INC	28200	2,15	13,16	FOUR SEASONS	37727	52,43	2,75
WI-LAN INC	453722	2,64	12,82	RESEARCH IN MOT.	1090725	28,32	2,52
CDI EDUCATION COR	1600	4,00	12,68	NPS ALLELIX INC	1800	32,00	2,31
STELCO INC-CL A	1889423	2,00	12,36	ALLBANC SPLIT/A	3350	50,25	2,26

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
REKO INTERNATIONA	113100	3,18	-18,46	CORBY DISTIL./B	1100	54,50	-2,00
CAMCO INC	5952	2,06	-14,17	HARRIS STEEL/B	1500	18,00	-1,50
PREMIER TECH LTD	2200	2,80	-9,68	CANADIAN TIRE COR	1470	37,40	-1,05
NOL DRILLING T/A	78491	3,00	-9,09	COTT CORPORATION	301748	28,54	-0,94
SUDBURY CONTACT	34900	2,75	-8,33	COGECO INC	12550	15,25	-0,89

BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 084,44	1 090,20	1 083,86	1 087,01	-0,29%	-12,60%
ACTIONS NÉGOCIÉES		817	GAINS	279	PERTES
				326	INCHANGÉES
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	1 256,23	887,29	(millions)	37	39

NEW YORK



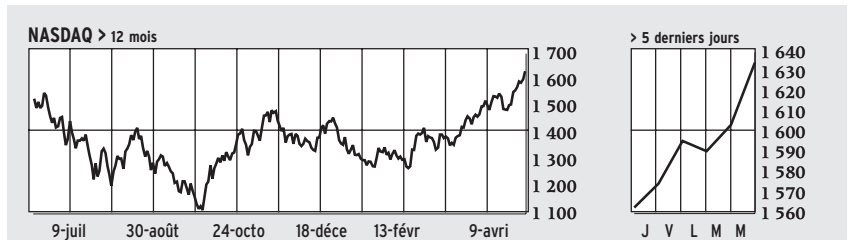
HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
8 919,94	9 057,40	8 909,01	9 038,98	1,30%	-6,70%
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 497	GAINS	2 564	PERTES
			778	INCHANGÉES	
52 semaines		HAUT	BAS	Volume	HIER
		9 802,55	7 197,49	(millions)	1 599
					JOUR PRÉCÉDENT
					1 426
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES					
		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
S&P 500 composé		986,24	14,68	Dow Jones serv. publics	251,41
S&P 100 composé		495,03	6,92	AMEX composé	951,16
Dow Jones transport		2 556,40	44,37	Russell 2000	451,23

LES 10 PLUS ACTIFS								
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
LUCENT TECHN.	42192500	2,22	0,10	PFIZER INC	17322700	32,40	0,71	
NORTEL NETWORKS C	34028800	3,17	0,02	GENERAL ELECTRIC	13153600	29,36	0,31	
MIRANT CORP	22442200	2,86	0,30	SPRINT CORP-PCS	12735800	4,87	0,62	
AOL TIME WARNER	18452800	15,53	0,32	AMR CORP	12367300	8,61	1,59	
HEWLETT-PACKARD	18403800	21,04	0,97	FORD MOTOR CO	11287400	10,56	-0,13	

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
AMR CORP	12367300	8,61	22,65	FAIRFAX FINANCIAL	235200	144,95	14,85
LUBY'S INC	256500	2,80	20,69	INTL. GAME TECHNO.	2412300	90,60	5,25
COBALT CORP	2766200	20,70	15,32	GENENTECH INC	5945400	70,48	4,23
ORBITAL SCIENCES	30900	2,36	15,12	NOVASTAR FINANC.	338000	58,91	3,79
SPRINT CORP-PCS G	12735800	4,87	14,59	CUMMINS INC	2054800	38,78	3,39

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
DVI INC	252600	7,10	-10,24	CHUBB CORP	2692900	60,74	-1,51
CONVERGYS CORP	2524900	16,14	-7,67	CONVERGYS CORP	2524900	16,14	-1,34
INC GLOBAL INC	3950300	7,35	-7,55	ZIMMER HOLDINGS	5142500	42,65	-1,25
TOWER AUTOMOTIVE	446600	3,45	-7,26	UNIVERSAL HEALTH	829600	43,55	-1,20
ONEIDA LTD	168400	8,35	-7,22	MATVAT RT-SPONSORE	41600	19,95	-1,03

NASDAQ



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 604,84	1 638,57	1 603,17	1 634,65	1,94%	3,58%
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 466	GAINS	2 216	PERTES
			1 012	INCHANGÉES	
52 semaines		HAUT	BAS	Volume	HIER
		1 638,57	1 108,49	(millions)	2 517
					JOUR PRÉCÉDENT
					2 070
SOUS-INDICES					
		FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
Assurances		2 450,14	14,40	Industrielles	1 257,90
Banques		2 509,07	29,37	Télécomm.	146,32
Finances		115,00	0,00	Transports	1 539,28

LES 10 PLUS ACTIFS								
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	
SIRIUS SATELLITE	179988300	2,09	-0,27	APPLIED DIGITAL S	35576300	0,50	0,13	
MICROSOFT CORP	50349900	24,88	0,00	ORACLE CORP	29155500	13,61	0,59	
CISCO SYSTEMS INC	42722500	17,40	0,38	BROCADE COMMUNIC.	28137000	7,14	-0,13	
INTEL CORP	41568000	21,39	0,29	XYBERNAUT CORP	27081100	0,75	0,27	
SUN MICROSYS	39248800	4,58	0,28	APPLIED MATERIALS	25372300	16,67	0,84	

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
OXIGENE INC	7114700	7,21	83,00	SHENANDOAH TELEC.	2600	48,09	5,21
EZENIA! INC	1403200	0,40	66,67	MILICOM INTL CE.	220100	28,52	3,84
MICROHELIX INC	26400	0,05	66,67	EBAY INC	4503800	102,60	3,56
ONE PRICE CLOTHIN	109600	1,04	57,58	OXIGENE INC	7114700	7,21	3,27
XYBERNAUT CORP	27081100	0,75	56,58	HYPERION SOLUTION	1320500	34,41	3,21

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
DAISYTEK INTL COR	7969000	0,30	-51,61	FARMER BROS CO	1300	333,35	-9,65
ENTROPIN-INTS	11400	0,05	-44,44	GENESIS MICROCHIP	7430000	16,61	-2,07
ADSTAR INC-WT04	13200	0,07	-30,00	ENSTAR GROUP INC	12700	39,50	-2,03
TEAM AMERICA INC	3100	0,60	-26,83	DAMPSKI/BISSSELSK.	2200	14,50	-1,85
DELICATH SYSTEMS-W	38800	0,45	-25,00	EXCHANGE NATL. BAN	1700	51,60	-1,80

NASDAQ CANADA					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
291,60	299,90	291,10	299,50	2,52%	9,31%
52 semaines		HAUT	BAS	Volume	HIER
		299,90	172,89	(millions)	69
					JOUR PRÉCÉDENT
					65

Source: Bloomberg

Nouveau revers pour Petro-Canada au large de Terre-Neuve

Reuters

CALGARY – Petro-Canada a abandonné un puits d'exploration au large de Terre-Neuve, faute de pétrole à cet endroit, a indiqué hier la société pétrolière et gazière, qui encaisse ainsi sa deuxième déception dans cette région cette année.

Le deuxième producteur pétrolier et raffineur canadien n'est cependant pas prêt à renoncer à l'exploration dans l'Atlantique-Nord, où les importantes découvertes de pétrole ont été rares depuis les années 80, malgré plusieurs tentatives coûteuses.

Sun Life s'opposera à des fusions entre banques et assureurs

Presse Canadienne

TORONTO — La plus grosse compagnie d'assurances au Canada, Sun Life, entend plaider auprès d'Ottawa pour empêcher d'éventuelles fusions entre des banques et des assureurs.

« Ne nous méprenons pas, les banques et les assureurs sont très différents les uns des autres. Vous pourrez les associer mais cela, à notre avis, ne créera pas pour autant un cadre viable pour une croissance à long terme au plan international », a déclaré hier Donald Stewart, président de Sun Life, à l'occasion de l'assemblée des actionnaires.

« Nous exhorterons le gouvernement à maintenir la loi actuelle qui interdit cette sorte de fusions », a-t-il ajouté.

Selon M. Stewart, les combinaisons entre les quatre « piliers » — jadis complètement séparés — du secteur des services financiers (banques, fiducies, assurances, courtage en valeurs) « apportent bien peu aux actionnaires et ne sont pas dans l'intérêt public ».

Ces propos font suite à des allégations voulant que l'assureur Ma-



Photo Reuters ©

Le président de Sun Life, Donald Stewart.

novie ait cherché à s'offrir la Banque CIBC, en 2002, mais que le ministre des Finances, John Manley, ait alors refusé d'amender la loi.

En janvier, le sénateur libéral

« Nous avons trouvé certains indicateurs (de roches pétrolières), mais nous avons terminé avec ce puits aussi », a dit John Downton.

Le titre de Petro-Canada grimpe de 70 cents, à 53,90 \$, hier à la Bourse de Toronto, en hausse de 8,6 % depuis le début de l'année.

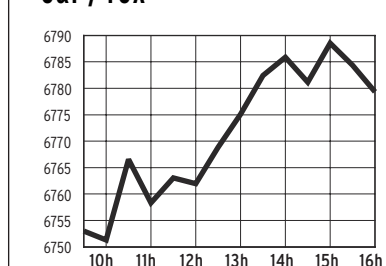
En outre, Petro-Canada est également un partenaire minoritaire de Husky Energy du développement non loin de White Rose, un projet de 2,4 milliards pour lequel le pompage du pétrole devrait commencer en 2005.

« La côte Est est une région prolifique pour nous. Nous sommes impliqués dans tous les projets importants et c'est toujours une région qui a du potentiel en matière de cibles du côté de l'exploitation », a souligné John Downton.

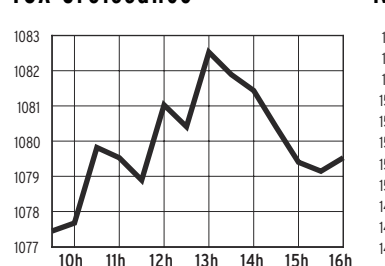
Leo Kolber avait dit souhaiter une refonte de la loi, car ces fusions favoriseraient l'économie en général et auraient moins d'effets nuisibles » que les fusions entre banques.

<

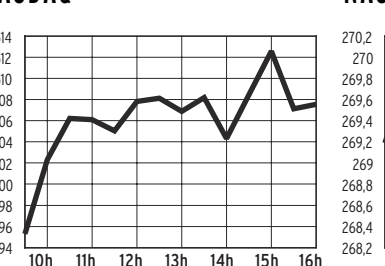
S&P/TSX



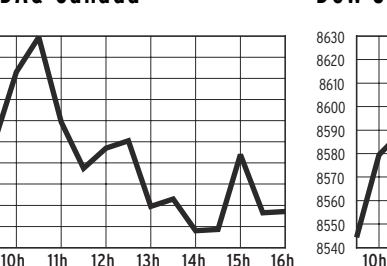
TSX Croissance



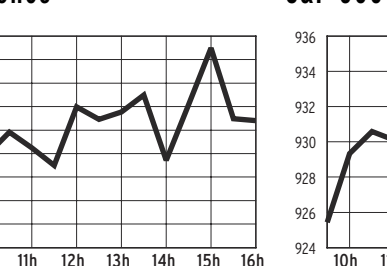
NASDAQ



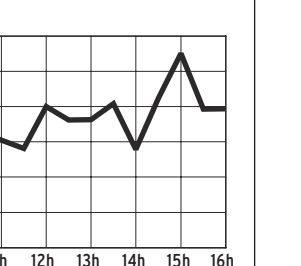
NASDAQ Canada



Dow Jones



S&P 500



NEW YORK

Valuers	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	ch.	Valuers	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	ch.	Valuers	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	ch.	Valuers	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	ch.	Valuers	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	ch.	Valuers	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	ch.								
A - B																																																							
AAR	2138	630	5.86	6.30	0.44			BedCo	40	9571	4079	39.40	40.04	0.15		ConAgra	99	16308	2450	24.32	24.42	0.16		Fortune	1.08	6028	5318	52.05	52.60	0.01		Neuville	1.66	38333	3123	29.94	30.87	0.72		RoHaas	48	8828	3534	32.73	33.54	0.09		TelMex	1.11	40047	3130	30.70	31.04	0.24	
ACM Inc	67	6539	5.94	9.23	0.66			BeilShou	34	52958	2718	26.80	27.03	0.22		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90		
AFAC	21569	3250	32.31	32.50	0.36			Bemis	1.12	2565	45.76	47.76	46.66	0.70		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90		
AMR	25962	870	6.73	6.80	1.58			Benetton	76e	8	20.31	20.15	20.15	0.34		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90		
AMT	22318	1559	15.01	15.33	0.32			BerkH&A	4	10420	2947	29.47	30.01	0.50		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90		
AT&T	60a	867	35.95	35.95	0.76	-0.04		BerkH&B	104	20440	2947	29.47	30.01	0.50		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90		
AT&T LS	203	330	25.78	25.78	25.70	0.11		BestBuy	41534	4050	39.15	40.17	0.50		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
AXA	38e	2001	15.72	15.25	0.22			Beverly	6888	370	3.35	3.60	0.17		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
AXA S	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BlackD	48	6256	4358	42.70	43.50	0.65		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90		
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BLKPDOP	2	200	793	24.99	24.77	24.95	0.06		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90	
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			Blackb	68	5310	1715	16.46	17.17	0.51		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90		
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			Boeing	68	72328	3364	32.03	33.05	1.44		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90		
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			Boise	60	5604	250	24.69	25.16	0.31		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90		
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			Boise	60	5604	250	24.69	25.16	0.31		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90		
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			Bombay	5516	1002	9.45	10.00	0.60		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci	90001	574	52.15	52.50	53.35		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci	90001	574	52.15	52.50	53.35		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci	90001	574	52.15	52.50	53.35		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci	90001	574	52.15	52.50	53.35		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci	90001	574	52.15	52.50	53.35		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci	90001	574	52.15	52.50	53.35		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci	90001	574	52.15	52.50	53.35		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci	90001	574	52.15	52.50	53.35		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci	90001	574	52.15	52.50	53.35		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci	90001	574	52.15	52.50	53.35		ConEd	56	2512	2232	21.64	22.50	0.86		France	26	627	6.26	6.26	0.00		NiSource	1.16	20699	2068	20.22	20.37	0.22		Rollins	20	677	20.57	20.10	20.30	0.21		Telecom	42e	175	20.55	19.60	20.25	0.90			
BDL	38e	2001	15.72	15.25	0.22			BotSci																																															

BOURSE DE TORONTO

	Ventes	(100)	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Bas	Ventes	(100)	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Bas	Ventes	(100)	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Bas	Ventes	(100)	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Bas													
A - B																																													
Ac Sys	180	290	288	288	0.2	370	0.90		Celest I	23415	2200	1998	2170	1.95	420	1.35		DL Biomed	774	1508	1465	1508	0.4	1619	4.52		San Fran B	0.40	464	074	048	056	0.38	0.25		Hyber P d	3	9275	950	9270	742	106	75		
Ad Opt	30	335	330	335	0.1	370	0.90		Cel Loc o	2605	561	051	056	1.05	0.95	1.35		Imt Int'l	26	274	264	274	0.1	700	2.20		Imt Int'l P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25
ADB Sfr	629	027	025	027	0.3	0.07		Centum A	0.01	585	576	580	0.45	845	5.65		Imv	0.37	45	1038	1009	1009	0.4	1274	8.75		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25
ADG Gr 1	78	100	092	099	0.4	1325	0.36	Centum B	0.01	122	117	122	0.15	0.10	0.10		Imperial Oil	0.05	610	618	671	671	0.11	860	4.00		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25
ADG Inc A	44	245	240	242	0.38	335	0.14	Cfnd A	0.01	347	110	115	-0.12	300	1.00		Imp Met B	106	035	035	035	0.08	955	0.29		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25	
ADG Inc B	420	420	415	418	0.02	215	11.45	Chesler A	0.40	12	104	104	0.00	144	0.10		Imperial Oil	0.88	3985	4635	4530	0.46	4780	88.50		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25	
AMR Tech	1080	130	112	130	0.20	165	0.95	Chesler B	0.01	100	024	024	0.04	0.11	0.11		Imp plas o	1	010	011	011	0.11	0.80	0.07		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25	
ARC Res	20	1681	1681	1681	0.01	1704	14.06	CHUM B1	0.22	55	550	550	0.00	1500	36.00	0.36		Inco Int	1157	2825	2737	2824	0.80	3629	24.30		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25
ARC Adv	154	205	195	205	0.15	374	1.00	Churchill	178	222	215	215	0.45	1.79		Inco Int	27	650	550	550	0.10	2400	1.50		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25		
Arctics	578	235	235	235	0.01	0.34	0.34	Circuit W	0.12	1579	1475	1450	0.15	15.35	0.35		Int'l S&P	183	325	317	325	0.07	0.15	0.15		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25	
AT Tech	15797	1104	1081	1100	0.12	2559	5.54	Citico	0.10	20	005	005	-0.02	0.55	0.05		Income S eq	178	1306	1301	1301	0.24	1500	1.00		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25	
ATS Auto	8174	1126	1062	1120	0.45	2150	8.10	Circo A	0.10	100	125	120	-0.10	0.20	0.10		Indigo B	205	470	450	470	0.20	785	4.00		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25	
Astra T	27	1720	1705	1720	0.20	2455	14.00	Circuit W	0.12	87	122	120	-0.10	0.20	0.10		Indl Allanc	0.68	444	367	365	365	0.39	4400	32.00		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25
Avanac	0.72	245	872	862	0.82	0.01	0.90	Clavest	0.30	5	7	105	1015	-0.10	10.85	0.85		Infrastruc	312	1015	1015	1015	0.10	15.15	0.05		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25
Abitibi C	0.40	13650	965	926	958	0.20	1447	8.45	Cleare R	170	125	120	-0.10	-0.05	2.45	0.82		Infowave o	9928	0.20	0.21	0.21	0.47	0.10		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25	
Aceoxe	71	615	615	615	0.15	745	2.75	Clearey	0.12	238	855	855	0.10	0.30	0.35	0.45		Infowave o	120	005	007	0.05	0.19	0.02		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25	
Adopton o	1070	1030	1030	1030	0.40	0.15		Clinik V	1.50	114	2700	2600	11.75	2700	24.00		Innova I	140	096	096	096	1.16	0.75		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25		
Adriens o	1001	011	011	011	0.30	0.08		Cocog cble f	0.21	259	170	175	175	0.41	1835	62.50		Integrate o	194	40	1275	1275	1275	1950	17.75		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25
Advant o	561	012	011	012	0.26	0.06	0.06	Cocomp	0.12	125	1649	1525	1525	-0.89	1265	1.50		Integrate o	850	030	030	030	0.19	0.10		Inter P d	1	124	2701	2582	2670	0.76	3320	210		Inter P d	1	1100	1020	1010	0.47	1440	100	25	
Acson Gr	0.03	89	426	420	426	0																																							

DS COMMUNS DE PLACEMENT

D 14

SE DE CROISSANCE TSX (C

ch. Net	Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net	Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net	Valeurs
0.01	Gallery Res	80	0.08	0.08	0.08	0.01	Janex Corp	184	0.25	0.25	0.25	-0.05	NAVIT
0.02	Garmentesh Inc a	232	11.59	10.05	11.59	1.59	Jelby Corp	367	0.33	0.32	0.32	0.01	NDT
0.02	Garda World Inc a	156	0.83	0.82	0.83	0.03	JML Res Ltd	150	0.12	0.12	0.12	0.01	Neptco
-0.03	GardaWest Inc a	92	1.80	1.80	1.80	0.00	Junimo Dev Cp	250	0.25	0.25	0.25	-0.04	Neptco
0.04	Genomic a	635	0.16	0.14	0.15	-0.01	Junex Inc a	357	1.40	1.20	1.30	0.01	Neptco
	Genomic Mirts	60	0.11	0.11	0.11	-0.02							Neptco
	Gd Diagnostics	79	0.17	0.17	0.17	0.00							Neptco

-0.03	Gld City	300	0.18	0.18	0.18	-0.01	Kakanda Dev	Z5					Neva
	Gld Summit	440	0.07	0.07	0.07		Kalahari Res a	365	0.09	0.08	0.09	0.01	Neva
	Gld-Ore Press	60	0.35	0.30	0.35	0.05	Kansai Mng	200	0.15	0.14	0.15		New
-0.01	Gldbroke Ven	583	0.46	0.43	0.45	0.01	Kenrich-Esk	215	0.31	0.29	0.29	-0.02	New
	Gldcliff Res	135	0.18	0.18	0.18	0.02	Kensington	3731	1.20	1.06	1.17	0.11	New
-0.01	Glden River	20	0.10	0.10	0.10	0.02	Kermadec	120	0.16	0.16	0.16		Nike

0.01	Gldn Haven	30	0.19	0.19	0.19	0.03	Remede Res	120	0.10	0.10	0.10	0.00	NKWS
-0.00	GldHawk	115	0.15	0.15	0.15		Key Cap River	120	0.14	0.14	0.14		Nordf
0.04	Gldn Arch	870	0.15	0.13	0.14	-0.01	Key Cap Grp	120	0.24	0.19	0.19		Novas
	Gldn Band	90	0.26	0.26	0.26		Kik Tire Tec	Z3					nSte
	Gldn Fortune	550	0.07	0.06	0.07	0.00	Kimber Res	400	0.55	0.47	0.53	-0.06	Nth A
	Gldn Gate	35	0.20	0.20	0.20	0.02	Kimber wt	480	0.11	0.10	0.10	-0.02	Nth G

-0.01	Gldn Peaks a	85	0.78	0.72	0.78	Kinbauri Gld y	300	0.14	0.13	0.13	-0.02	Nth P
-0.02	Gldnev Res	300	0.02	0.02	0.02	King's Bay	40	0.36	0.36	0.36	0.01	Nthn
-0.01	Gldrea Res	270	0.20	0.18	0.20	Kinloch Res	30	1.15	1.15	1.15		Nthn
0.03	Glencairn Gl	150	0.43	0.43	0.43	Klad Entprs	115	0.20	0.18	0.19	-0.01	Nthn
-0.01	Global Cognx	10	0.10	0.10	0.10	Klondex Mns	30	0.20	0.20	0.20	-0.09	Nthn
-0.02	Global Net	1500	0.05	0.04	0.05	Klondex Gld	200	0.10	0.10	0.10		Nthn

0.02	Global Inc	130	0.03	0.04	0.03	-0.02	Midstate Gas	230	0.10	0.10	0.10	Nthn
	Global Direct	164	0.05	0.05	0.05	-0.01	Knexa Solut	207	0.14	0.13	0.14	Nthn
0.04	Goose River	205	0.45	0.43	0.45		Knight Res	180	0.22	0.22	0.22	NTI N
0.14	Gossan Res	200	0.45	0.40	0.45	0.05	Knighthawk	90	0.08	0.08	0.08	Nucstar
	Gowest	25					Kroes Energy	100	0.20	0.20	0.20	-0.01
-0.01	Grand Bks a	20	1.04	1.04	1.04		KWG Res Inc	901	0.11	0.11	0.11	Nuvo

0.01	Granville	90	0.07	0.07	0.07	La Mancha	15	1.70	1.70	1.70	Oasis
-0.00	Greenfield	88	0.61	0.61	0.61	Lake Shore	75	0.70	0.67	0.67	-0.03
	Greenshield	338	0.14	0.14	0.14	Lakota Res y	13	4.80	4.55	4.80	0.20
-0.06	Groundstar	Z4				Lalo Vens	5	0.22	0.22	0.22	-0.00
-0.04	Grt Basin a	430	1.24	1.20	1.20	Landmark y	100	0.04	0.04	0.04	
-0.00	Grt Cdc Gma c	49	10.35	10.00	10.00	Laos/Veng	5310	0.03	0.03	0.03	

0.00	Grt Cdn Gng a	160	0.23	0.00	0.20	0.13	Las Vegas	3750	0.02	0.02	0.02	Omxex	
0.00	Grt Pac Int	162	0.45	0.45	0.45	0.02	Lateqagra Res	Z1				Omar	
-0.01	Grt Quest	250	0.42	0.42	0.42	-0.07	Leader Mng a	100	2.55	2.54	2.54	-0.06	Omnir
0.00	Grt Wstrn Mnr	50	0.26	0.24	0.26	0.01	Learncm Int	30	0.01	0.01	0.01	ONT	
-0.01	Gulf Shores	60	0.22	0.21	0.21	-0.01	LEH Vns Vnd	50	0.26	0.26	0.26	-0.01	Orach
-0.02	Guyana Glfd s y	155	0.49	0.45	0.49	0.01	Leisure Cda a	145	0.71	0.65	0.65	0.01	Orca

0.02	GWR Res Inc.	80	0.30	0.30	0.30	-0.03	Levon Res	100	0.10	0.10	0.10	0.01
0.00							Lexam	21				
-0.01							Liberty Mnrl	150	0.10	0.09	0.09	
-0.05							Lifebank	125	0.40	0.40	0.40	
0.03	H2O Innovati	1075	0.19	0.17	0.18	-0.01	Limtech Lith	283	0.33	0.30	0.30	
	Hampton Cour	35	0.25	0.25	0.25		Lithic Res	38	0.11	0.11	0.11	

-0.06	Hardw Ppys t	520	0.07	0.05	0.05	-0.01	Little Mount	100	0.18	0.17	0.17	-0.01	Pac H
-0.02	Hathor Expl	250	0.33	0.31	0.31	-0.02	Look Comm a	6	0.52	0.52	0.52	-0.01	Pac H
-0.01	Hawkeye Gld	93	0.14	0.12	0.12	-0.06	Loumic Expl	1110	0.10	0.10	0.10	0.01	Pac S
-0.04	Heartlink	200	0.05	0.05	0.05	-0.05	Louvem Mns	384	0.93	0.88	0.88	-0.07	Pac T
0.00	Hedley Techs	200	0.19	0.19	0.19	0.05	Lumina Cppr a	10	1.65	1.65	1.65	-0.15	Palca

-0.08	Hedman Hes	220	0.30	0.29	0.30		Luzon Indl	35	0.16	0.16	0.16	-0.00	Pan A
-0.00	Hedong Eya t	330	0.09	0.08	0.08	-0.00	Luxor Mmris	100	0.31	0.31	0.31	-0.03	Pan-4
-0.03	Heritage Exp	68	0.42	0.42	0.42	-0.03	LYRtech a	55	0.17	0.16	0.16	0.01	Paraa
0.00	High P Eya a	55	0.25	0.25	0.25	-0.05	MacDonald M	1160	0.03	0.02	0.03	0.00	Pareh
0.08	High Point R a	728	1.73	1.69	1.73	0.03	Macmillan Gl	100	0.24	0.24	0.24		Park
-0.01	Hillstead	40	0.05	0.05	0.05	-0.03	Madison Evi	50	0.13	0.13	0.13	-0.01	Passi

0.01	Holmer Gld	300	0.17	0.17	0.17	-0.02	Madison Entp a	600	0.18	0.17	0.17	-0.01	Patent
	Honeybee	105	1.25	1.11	1.11	0.02	MAG Svr Corp	720	0.63	0.61	0.61	-0.02	Pathfin
-0.01	Horseshoe Gl	23					Majesco a	425	0.26	0.25	0.26	-0.02	Patric
0.10	Houston Lake	5	0.25	0.25	0.25	-0.00	Majesco Gld	75	0.20	0.20	0.20	-0.00	Pelara
0.01	Hudson Res	500	0.15	0.15	0.15		Mandaley US	1485	0.28	0.20	0.26	-0.02	Pele
	Hudson Destr	500	0.14	0.14	0.14		Man-Ring	1120	0.00	0.07	0.07	0.00	Per

-0.01	Humilis Nest a	100	0.14	0.14	0.14		Mar Res Inc	1173	0.09	0.07	0.07	-0.02	Petrol
-0.05	Hydromet A y	300	0.02	0.02	0.02		Martin Healt	100	0.08	0.08	0.08		Petro
-0.05	IBI Corp y	600	0.03	0.03	0.03	-0.00	Marum Res	200	0.07	0.07	0.07	-0.00	PGM
0.04	Iciena Vens t	3320	0.20	0.20	0.20		Masuparia	403	0.05	0.05	0.05		Pharm
0.52	Icron Techs	54	0.27	0.27	0.27	-0.02	Matrix Pete	70	0.65	0.65	0.65		Phoe
-0.07	Ignition Pt a	43	0.50	0.50	0.50		Maude a	40	0.11	0.11	0.11	0.00	Phon

	ILI Techs	100	0.12	0.12	0.12		Maxim Power a	250	0.22	0.22	0.22		Photo
-0.00	iLoveTV Ent	270	0.07	0.06	0.07	-0.05	Maximus Vens	249	0.82	0.77	0.82	0.05	Pillar
-0.02	IMA Expl Inc	4925	1.26	1.09	1.20	0.07	Maxy Q&G	450	0.11	0.10	0.10	-0.01	Pine
-0.02	Imaging Dyna	280	0.46	0.45	0.45		mBase Commer	12	0.14	0.14	0.14		PKI In
-0.00	Images Techs a	563	0.53	0.41	0.41	-0.11	MBMI Res Inc t	198	0.08	0.07	0.07	-0.03	Plan
0.00	IMS Pate Inc	50	0.10	0.10	0.10	-0.01	MChin Rec L	5	0.35	0.35	0.35	-0.09	Platin

-0.01	Inlet Res	0.10	0.10	0.10	0.01	MDMX Res	9	0.53	0.53	0.53	0.53	Plat	
-0.01	Indeo Pac Res a	260	0.09	0.08	0.09	MDI Techs US	868	1.10	1.02	1.10	-0.03	Flat	
0.06	Indeo Tech	275	0.48	0.42	0.48	-0.01	MDX Medical	49	0.18	0.18	0.18	-0.01	Play
	Indext US	1000	0.36	0.36	0.36		MDmira Inc.	176	1.30	1.23	1.25	0.04	PMI
0.01	Infolink	50	0.06	0.05	0.05	0.00	Megastar Dev	125	0.20	0.20	0.20		Point
-0.01	Inlet Res	30	0.05	0.05	0.05		Meikior Res	213	0.19	0.19	0.19	0.02	Polym

-0.01	Innovium a	1	0.08	0.08	0.08	-0.00	Mercury Sche a	10	0.06	0.06	0.06	-0.01	Polyp
	Innovotech	5	0.21	0.21	0.21	-0.08	Meridan A	69	1.75	1.72	1.72	-0.03	Popla
0.03	INsu Innovat a	15	0.30	0.30	0.30	-0.02	Meridex Sftw	19	0.20	0.20	0.20	0.03	Portn
	Int'l Tech	350	0.32	0.30	0.30	-0.02	Mesa Res	810	0.20	0.19	0.19	-0.01	Power
	Intelpro Med y	420	0.13	0.06	0.13	0.07	Meta Health	27					Prefo
-0.06	Inter-Citic	15	0.70	0.70	0.70		Metalex Vens	25	3.75	3.70	3.70	-0.05	Preso

0.00	Interactive	100	0.15	0.15	0.15	Midway Gold a	219	1.22	1.10	1.11	-0.03	Pretio	
-0.05	InterGold A a	25	0.18	0.18	0.18	Midway Egi a	50	0.89	0.86	0.88	-0.01	Prime	
0.02	InterMap	4	3.45	3.40	3.40	-0.19	Mill Bay Ven	50	0.15	0.15	0.15	0.04	Prism
0.02	InterOil Cp a	43	16.40	16.00	16.00	-0.50	Mill City In	Z1					Prism
-0.01	Interquest y	130	0.12	0.12	0.12	-0.00	Millstream D a	60	0.07	0.05	0.05		Proce
0.00	InterRegion	99	0.12	0.12	0.12		Midway D a	200	0.40	0.40	0.40	0.01	Proce

0.02	Int'l Barner	305	0.25	0.25	0.25		Minirio Res	580	0.42	0.40	0.40	-0.01	Pure
	Int'l Barylex	260	0.55	0.52	0.55		Minera Andes	65	0.27	0.27	0.27	0.01	Pure
0.03	Int'l Bio Rec	160	0.45	0.43	0.45	0.02	Minterra Res	13	0.08	0.08	0.08	0.01	Pure
-0.01	Int'l Cmandel	690	0.25	0.22	0.22	-0.01	Mirabel Res	595	0.25	0.23	0.24	0.00	Pure
	Int'l Fronter	280	0.21	0.21	0.21	0.03	Miranda Mng	17065	0.16	0.13	0.16	-0.01	QNG
-0.11	Int'l Health	150	0.15	0.15	0.15	-0.01	Montello	100	0.03	0.03	0.03	-0.01	QI Sy

Int'l Hi-Tech	150	0.33	0.33	0.33	-0.00	Montoro Res	4100	0.03	0.03	0.03	OR C
Int'l Nthair a	190	0.41	0.40	0.40		Morgain Mnlr a	200	0.17	0.16	0.16	Quatr
Int'l PBX Ven	240	0.51	0.46	0.50		Mosaic Techs	12	10.0	0.10	0.10	Ques
Int'l Pkside	495	0.26	0.25	0.25	-0.01	Mosquito	15	0.18	0.18	0.18	
Int'l Samuel	2945	0.28	0.24	0.27	0.02	Mount Dakota	5	0.20	0.20	0.20	0.05
Int'l Water G	131	0.21	0.19	0.21	0.02	Movie Eval	275	0.47	0.47	0.47	-0.00

Intl Water-Ga	18	0.21	0.19	0.21	0.02	Water Exp	270	0.91	0.91	0.91	-0.01
Intl Wayside	60	0.09	0.09	0.09	0.00	Mtn-West Res	350	0.10	0.09	0.09	-0.01
Intl Wex Tec	10	1.80	1.70	1.80	-0.05	Municipal SI	70	0.21	0.20	0.20	
Invasion Expl	390	0.25	0.18	0.20	0.02	Microcrypt	80	1.00	0.95	0.95	-0.05
IP Apps Inc	185	0.32	0.32	0.32	0.01	Muskox Mnris a	30	0.13	0.13	0.13	0.00
IPC Finl Net	70	0.70	0.65	0.65	-0.05	Mustang cl A	10	2.16	2.16	2.16	

0.02	IPerformance	505	0.46	0.41	0.41	-0.05	Mustang cl B	9	4.00	4.00	4.00
0.02	IROC Sys Cp a	74					Mustang Mnrly	255	0.40	0.38	-0.02
	Jee3D lnc y t	60	0.01	0.01	0.01		N - Q				
	ITL Cap Corp	310	0.02	0.02	0.02		Namex	5	0.47	0.47	0.47
0.00	J-Pac Gold a	20	0.25	0.25	0.25	-0.04					
	Jasper Mng	20	0.20	0.20	0.20	0.03					

FONDS

FONDS

Suite de la page D 13

	YAFRA	Cing		YAFRA	Cing		YAFRA	Cing		YAFRA	Cing		YAFRA	Cing
-Foresters			Port Mod G	267.95	51		Dividendes	15.25	.09	Dist Oblig	6.08	.01		
Actions	55.04	.30	Port Pru G	266.89	.63		Exp CdnFid	11.84	.15	Dist Rev	6.55	.01		
Equilibre	32.64	.15	Res Cdn A	183.68	.39		Fid Frt Nd	12.51	.11	Equil Rev	6.07	.02		
MM	19.65	.00	Rev Mond A	264.35	1.57		Ind Can	10.13	.10	Mack-MAXIMUM Seg				
Chiff	26.32	.14	Revenu (C)	264.09	.94		Montant	7.31	.05	Dis. Co-Seg	6.00	.00		

Revenue (M)	394.33	.04	Mgest actd	7.21	.03	Div Cr Selg	0.29	.03
Revenue (M)	291.28	.88	Mgest auda	7.49	.05	Dt rtr	5.55	.02
US MC (G)	139.74	.74	Select Cdn	13.27	.12			
-Great West - NL				MackCundDist GW				
-IAP - Divers								
ActInt (T)	7.13	—	Divers	20.94	.10	Cdl Dt val	6.13	.04
AIM CPR	9.45	.06	Act Am (G)	262.97	2.30	Cdl DtCaqg	6.36	.01
Amr Eq Id	9.15	.01	Act Can G	254.15	.35	Divers opp	12.27	.06
Other	10.92	.04	Act Can A	254.14	.35	Divers ovg	10.43	.04
						CdlDtCanSe	6.20	.01

[illegible]

Crnt Cr	8.14	.04	Alor's S	230.73	.46	Focus Equi ¹	10.41	.03	UnUSBChp	2.84	-.01
Eouca(Sea)	9.60	.04	Can MC (G)	319.94	.46	Focus Mode ¹	10.48	.03	UnvDtAven	5.50	.07
Eth Equ	10.20	.04	Can ScTc G	67.13	.02	Focus Prud	10.54	.02			
FPG CanPC	9.38	.02	Cr & Rev A	213.17	.07				MacSTAR Dist GW		
FPG BPBI	6.15	.07	Cr & Rev M	331.38	-.19	IAP - Revnu			D NC Cr MA	4.90	-.01
FPG P RACr	10.22	.06	Cr Asie(A)	158.40	-.72	Marche mon	15.13	.00	Dt en rev	4.85	.01
FPG n Tr	6.62		Gr-A-Ad (A)	30.49	1.16	Oblig s2	12.81	.01	Dt enr LT	4.44	.01

[illegible]

Protein	Time (h)	Protein	Time (h)	Protein	Time (h)	Protein	Time (h)	Protein	Time (h)
FGFR4	10.23	07	Equi (M)	265.71	06	Actmd A	7.43	06	
FGFR4	10.40	05	Equi (MX)	183.14	47	Act md A	7.43	06	
FGFR4	12.54	09	Equi (S)	237.62	90	Act md AGF	10.80	03	AC Ind
FGFR4	10.45	10	Equi (E)	173.18	-12	Act E ABN	4.52	-03	AC Ind
FGFR4	9.70	10	ForEqu (M)	130.36	-08	Act IntI T	10.00	-03	ActInt(T)
FGFR4	9.71	07	Gr Entre M	228.82	08	Act md (T)	8.72	-02	Armer Equ Ind

FPGPCAAG	5.35	01	Hypo (G)	270.57	-27	AGAM (LM)	9.08	-01	E&P AC (S)	9.03	-04
FPGPCAEP	6.54	01	Imm C 1(G)	136.66	12	ActInt (IM)	8.25	-03	E&P GroOp	9.97	.06
FPGPCAFdt	6.55	08	Ind Act G	189.53	-27	ActMd ABNA	4.72	-01	Eq Can AIm	10.23	.05
FPGPCCStr	12.82	08	Japan (M)	97.39	-02	Boomeromi	8.41	.05	EqInt C	8.13	.04
FPGPCbAGF	11.27	03	MarNouv M	150.55	-81	Cr Eu Fid	5.62	.00	Eqqua (Sea)	9.61	.05
FPGPCMRen	5.43	—	MM (G)	192.91	.01	Ind améri	8.56	.07	Eqm	10.21	.05

PPGPaAIM	6.65	07	Can G	2/6.77	1.49	Indic int	5.76	-01	10.21	04
PPGPrCRAT	9.61	06	Obi Gov G	287.65	89	IAP-Pr 11/05/01				
PPGPCSTri	12.18	11	Obi Int P	254.23	1.95	Act mond	3.94	-01	11.25	08
PPGPDiaAGF	10.20	08	Obi/Act G	272.25	49	Actions NLL	5.92	07	9.86	07
PPGPeaEAP	8.77	02	Obiag (B)	275.84	1.64	Asie pac	2.46	-01	10.45	02
PPGPecSTri	11.65	08	Oblig (S)	276.00	1.47	Avant ocn	10.69	-08	10.63	06

FPGN-NrOdt	12.16	.10	P.cntn(P)	212.87	-1.15	Divers NL	8.05	.03
FPGINdRER	7.65	.06	P.ActCan G	185.65	-0.6	Hypo	16.88	.01
FPGMniCl	7.04	.07	P.ActMon G	120.38	.23	Mir Emer	6.85	-0.07
FPGPOCFddt	12.34	.02	P.RevFixeG	231.92	-0.88	Oblig Biss	12.19	.03
FPGPPIdfA	7.21	.04	Per Can(M)	242.38	.54	Oblig mon	9.98	-1.11
FPGPRACFd	11.39	.06	Pet Entr M	228.45	-1.47	IndAll REEE		

FPGHAM0	10.48	.04	Prt Acc G	254.80	.19	Diploma	8.29	.05	FPG OCH	11.71	.07
FPGPRASc	11.05	.03	Prt Ene G	235.25	.19	Diploma	8.29	.05	FPG Har Cl	13.56	.07
FPGPRCHC	12.35	.03	Prt Eq G	252.99	.39	-L'Equitale			FPG Mn Cl	5.79	.06
FPGPRevTal	12.03	.01	Prt Mod G	263.67	.50	AcPaPasiat	4.68	-.03	FPG MC BPI	4.95	.05
FPGPRSE&P	14.00	.13	Prt Pru G	262.63	.62	Act amr	5.54	—	FPG OC AGF	13.73	.01
FPGPTREAGf	11.37	—	Res Can A	180.42	.38	Act Euro	5.89	-.08	FPG OFCDT	14.18	.02
mcnvalv	6.09	—							FPG AC Cx	9.77	.05

PG VABTR	8.90	03	Rev Mond A	259.68	1.54	Act ordin	24.42	02	FRG R A	9.77	03
MonMul E&P	6.34	-02	Revenu (G)	340.29	8.82	Intermil	9.70	-04	FRG RA Mod	10.26	03
ObMond (O)	11.88	-15	Revenu (M)	286.13	8.86	Oblig can	15.42	-08	FRG RAAJ	8.71	06
PICGstFis	8.27	03	US MC (G)	139.01	7.74	Rép act	14.94	05	FRG RSC	10.40	03
RM E&P	12.83	01	IA - Act Can			Rev Accum	22.67	13	FRG RA HCl	12.35	03
Rp Md Fid	9.35	03	ActCdn Bis	11.65	09	Titres can	16.65	01	FRG RS E&P	9.77	10
TBR E&P	9.66	06							FRG CAUSTok	8.70	03

[illegible]

IG/GWL Ec	7.70	.02	Canad	10.13	.10	Am Gr (AGF)	5.95	.05	FPGRINR	13.15	.13
IG/GWL Ec	7.92	.02	Multi auda	7.49	.05	As Gr (AGF)	10.05	-.07	FPGRINR	5.86	.05
IG/GWL G	8.63	.03	Muting act	7.21	.05	Bal (BG)	10.94	.03	FPGMon E&P	11.86	—
IG/GWL MM	11.26	.00	Select Cdn	13.27	.12	Bal (S)	9.78	.04	FPGMonNLEP	11.92	-.01
IG/GWL CBG	12.40	.05				Bal Gr (L)	10.00	.01	FPGPiFD	10.98	.08
IG/GWL Ssq	11.97	.02				Bal Pr	10.96	.01	FPGRACFD	14.78	.08
Great Lakes - NSC											
			Diver sécu	12.43	.04						

Act Am(G)	268.14	2.34	DiversOpp	12.27	.06	Bond(L)	239.35	1.33	FPRevPatv	9.96	.04
Act Cdn G	259.41	-.36	DiversiF	20.94	.10	Cdn Equ(L)	333.01	-.37	FPRevTaz	12.47	.07
Act Cro A	244.67	-.07	MultiDvOpp	8.02	.05	CdnBal(MX)	11.67	.03	MonMul E&P	6.34	-.02
Act Eur(S)	156.27	.00	RepActCfId	9.62	.05	CdnEqG(MX)	8.94	.01	ObdMon(O)	11.90	-.15
Act Int'l P	251.88	-.113				CdnEqG(F)	10.99	-.01	PtCrGstIs	9.62	.04
Act N-A R	266.88	1R	IA - Focus			CdnOp(MF)	11.16	.03	RM E&P	12.83	.02
			Focus AudA	10.28	.04						

ActG(MX)	172.57	27	Focus Groi	10.36	.03	Conserv Pr	12.07	.03	Hpma rEq	9.36	.04
Actions M	303.66	-72	Focus Equi	10.41	.03	Div (L)	15.36	.02	T&P TotEq	9.58	.06
Actions S	234.89	46	Focus Modé	10.48	.03	Div (MX)	14.42	.02	US Equ (S)	9.78	.04
Can IMC (G)	324.16	47	Focus Prud	10.54	.02	Divers (L)	177.00	.42	ValS rEqP	8.31	.06
Cdn ScTe G	67.49	02	IA - Pr11/05/01			Equi(BndG)	10.57	.02	Manulife G1F 2		
Cr & Rev A	297.19	07	Act moned	3.94	-01	Equi (MF)	10.41	.00	AA BPI	5.84	.08

Cr & Rev M	316.98	-19	Options NL	5.92	.07	Equity (S)	8.97	.02	Acnats Per	10.18	—
Cr Asie(A)	160.50	-73	Asie Pacific	2.46	-.01	Equity(MF)	11.37	-.03	Actcan AGF	8.67	.07
Cr Am(A)	172.41	1.42	Avantg con	10.69	.08	Etique(G)	10.33	-.01	Actint(T)	6.59	—
Cr(DivM)	239.00	.29	Diversi NL	8.05	.03	Euro Eq(S)	6.24	.00	ActUSVTLal	6.84	-.01
Div(G)	281.02	.02	Hypothèque	16.88	.01	Glb Eq(L)	7.33	.01	Adv Trn	11.21	.01
Divers(G)	264.94	.34	March émer	6.85	-.07	Glb Eq(L)	6.86	.01	AIC Av II	7.48	.08

David (MX)	221.02	.32	ObiBisset	12.19	.03	Gov Bnd(G)	12.21	.04	ALC Iav	7.40	.03
Equil(B)	256.94	.85	Obilg mon	9.98	-.11	Gr Eq(AGF)	9.75	.00	AM E&P	5.81	-.01
Equil(M)	290.85	.07	IA - Revenue			Gr Eq(L)	10.35	-.01	AmerAGFRER	5.17	-.01
Equil(MX)	184.12	.48	Marché mon	15.13	.00	Gr&In(AGF)	10.79	.00	AQ E&P	8.44	.06
Equil(S)	241.90	.92	Obigat s2	12.81	.01	Gr&Inc(MF)	11.80	-.01	Can All	9.12	.04
Ethique G	174.10	-.12	Obigation	19.14	.04	Inc(L)	13.63	.06	CanCr&S&T	10.13	.07

For Equ(M)	131.06	-.08	Revenue	12.54	.01	Income(MF)	13.16	-.04	CapEx(Sax)	11.83	.02
Gr Entre M	232.95	.09	IA - Spec			Income(MX)	11.84	.05	CapExCaIM	7.79	.05
Hypo (G)	276.13	-.28				IntEq(JF)	10.45	-.06	Cdn Ind	7.90	.08
Imm Cn1(G)	139.15	-.12	IndicAmDAQ	3.81	.05	IntEq(JF)	10.45	-.06	Cib Am AIC	9.45	.04
Ind Act G	193.46	-.27	SerFinMcI	8.19	.03	Lg Co (MF)	9.97	.00	CnReact(L)	8.95	.05
Japan (M)	97.91	.02	SomsSMTal	9.53	.01	MidCap (F)	12.52	.02	Cr Am AGF	5.57	.01
			TechMonABN	7.43	.06	MFC (L)	22.03	.00			

MarNov	M	151.35	-.81		IA - US & Intl		Mod Pr	12.07	.04	CrEur	Ud	5.78	-.01	
MM (G)		195.80	.01	Act md	ABN	4.72	-.01	Mortgag(L)	171.32	.28	CrSel	Tri	9.97	.09
Obt Can G		282.50	1.52	ActAmEr	L	9.08	-.01	Na Bal(L)	9.72	.03	CrAm	E&P	6.82	.01
Obt Gov G		293.31	.91	ActAmEr	AGF	10.80	.03	Na Eq (BG)	10.74	.01	CrAmEr	Fid	7.01	.08
Obt Int P		259.23	1.99	ActEuro	ABN	4.52	-.03	NetRes(MX)	15.97	-.07	CrMCo	AmAlM	5.80	.06
Obt/Act G		277.88	.50	ActInt	M	10.00	-.03	PerEnt(MF)	10.50	-.06	Div	AGF	8.64	.06

Obig (B)	280.80	1.67	intlnt MB	8.25	-0.03	Pr Act Can	9.59	-0.01	E&P AC (S)	7.43	-0.03
Obig (B)	280.97	1.49	ActdM Temp	8.72	-0.02	Pr Act Mnd	7.69	-0.01	E&P GroOp	10.03	0.07
Occlnt(P)	215.69	-1.16	Boomeronomi	8.41	-0.05	Pr Mett(MX)	17.17	-0.07	EcDmMd Cl	7.26	0.04
P.ActCan G	186.63	-0.06	CroIEurFjd	5.62	0.00	Pr Rev Fx	10.81	-0.05	Eg Cn Ren	9.92	—
P.ActMn G	121.02	0.23	Indic arae	8.56	0.07	R Est (G)	12.94	-0.00	Eqlnt Cl	7.05	0.03
P.RevFixeG	233.12	0.89	Intlnt intl	5.76	0.01	Sc&Tech(G)	6.78	0.00	Equacl(Sea)	9.57	0.04

Per Entr(M)	231.39	.55	IAP - Act Cdn			Sct Cr Am	6.19	.03	Eth Egu	9.30	.03
Pet Entr(M)	246.82	-1.50	Act Cdn(D)	6.21	.02	Sct Cr Can	8.66	.04	FPG ES Tri	10.20	.07
Port App G	258.95	.20	Act Cdn(Val)	22.87	.16	US Egu (L)	22.53	.18	FPG S2 CRA	8.27	.05
Port Ene G	239.07	-0.19	ActCdn (B)	11.65	.09	Mack Dist GW			FPGS2RAud	8.85	.06
Port Eq G	257.10	.40	ActCdn cfo	10.00	.08	Corp Bond	5.42	-.01	FinNordFin	8.94	.08



À VOS AFFAIRES

Pour mieux vivre avec votre argent

À 46 ans, la retraite anticipée est-elle un mirage?



STÉPHANIE GRAMMOND
SOUS LA LOUPE

Monsieur Lussier travaille depuis 26 ans dans une grande entreprise. À 46 ans, le professionnel dont nous avons changé le nom commence à réfléchir sérieusement à la retraite.

Selon les dispositions de son régime de retraite à prestations déterminées, M. Lussier aura droit à sa pleine pension à l'âge de 55 ans, soit en 2012. Avec 35 années de service, il touchera alors une pension équivalente à 70 % (2 % X 35 ans de service) de son salaire moyen des cinq meilleures années (présentement 64 500 \$).

Mais pour cela, M. Lussier devra patienter encore neuf ans. C'est un peu trop long à son goût ! Le travailleur songe donc à prendre une retraite anticipée, comme son régime de retraite le lui permet à partir de 50 ans... moyennant de lourdes pénalités de 5 % par année manquante pour atteindre l'âge de 55 ans.

« J'aimerais quitter mon emploi le plus rapidement possible après l'âge de 50 ans, tout en maintenant mon train de vie actuel. J'ai une vie sociale relativement active », raconte le professionnel qui souhaite, par exemple, faire deux voyages par année et remplacer sa voiture dans deux ans, au coût de 40 000 \$.

« C'est toute une commande ! » s'exclame notre planificateur invité cette semaine, l'actuaire Martin Dupras, du Groupe-conseil Aon.

En raison des caractéristiques du régime de retraite, M. Dupras explique qu'il est très payant pour M. Lussier de travailler jusqu'à 55 ans. « En effet, chacune de ces années travaillées confère au participant un crédit de rente de 2 % en plus de diminuer la pénalité pour re-



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

LE PORTRAIT

À 46 ans, monsieur Lussier, divorcé et sans enfant, voit déjà approcher l'âge de la retraite. Le professionnel travaille depuis 26 ans pour une grande entreprise et il aura droit à sa pleine pension à 55 ans, soit en 2012.

LE DÉFI

M. Lussier aimerait prendre sa retraite dès l'âge de 50 ans, si cela est possible tout en conservant son train de vie... faire deux voyages par année, s'acheter une nouvelle voiture de 40 000 \$, etc.

Notre planificateur invité cette semaine : l'actuaire Martin Dupras, conseiller principal au Groupe-conseil Aon.

REVENU

Salaire brut de 64 500\$ (37 000\$ net)
ACTIFS : REER de 17 500\$. Propriétaire d'un duplex d'une valeur de 210 000\$, et propriétaire (à hauteur de 60%) d'un quadruplex de 232 000\$.
DETTES : Hypothèque de 85 000\$ sur le duplex. Hypothèque de 174 000\$ sur le quadruplex (sa part se chiffrant à 104 400\$). Marge de crédit de 44 000\$ (utilisée pour la mise de fonds et les rénovations du quadruplex)

Écrivez-nous!

Vous aimeriez qu'un planificateur financier examine votre situation financière? Investissement, immobilier, retraite, héritage, impôt, crédit, budget... Quelle que soit la nature de vos questions, écrivez-nous! Les dossiers retenus seront analysés par un spécialiste, dans le cadre de la chronique Sous la loupe. Voici notre adresse : À vos affaires, 7 rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, H2Y 1K9 ou notre courriel : avosaffaires@lapresse.ca

traite anticipée de 5 %. Sur le plan strictement financier, il faudrait donc idéalement travailler ces années », dit-il.

D'après ses calculs, si M. Lussier partait à la retraite à 50 ans, il aurait droit à une pension nette (après impôt) de seulement 24 073 \$ par année. La rente serait de 26 619 \$ à 51 ans, de 29 091 \$ à 52 ans, de 31 648 \$ à 53 ans, de 34 570 \$ à 54 ans et de 37 598 \$ à 55 ans.

Bref, en acceptant l'offre de retraite anticipée, M. Lussier laisserait beaucoup d'argent sur la table. En attendant à 55 ans pour prendre sa retraite, M. Lussier pourrait tirer des revenus de pension presque 60 % plus élevés que s'il s'en allait dès 50 ans.

La différence est loin d'être négligeable. Surtout que M. Lussier ne veut pas changer son niveau de vie qu'il évalue présentement à

37 000 \$ (soit son salaire net). Si on indexe ce montant à l'inflation (2 % par année), c'est donc de 40 050 \$ que M. Lussier aura besoin à 50 ans, et de 44 218 \$ à 55 ans.

Pour joindre les deux bouts

L'écart est large entre le niveau de vie projeté de M. Lussier et les revenus de pension sur lesquels il pourra compter. S'il partait à 50 ans, cet écart serait de presque 16 000 \$, une somme qui diminuerait graduellement jusqu'à près de 7000 \$ s'il s'en allait à 55 ans.

Mais M. Lussier aura différents moyens à sa disposition pour réduire cet écart.

D'abord son régime enregistré d'épargne-retraite (REER). Il contient présentement 17 000 \$ et M. Lussier pense y verser 5000 \$ en 2003, 7500 \$ en 2004, et ensuite 2500 \$ par année.

En outre, au moment de sa retraite, M. Lussier devrait recevoir de son employeur une indemnité de départ équivalente à six mois de salaire, ce qui devrait lui permettre de transférer jusqu'à 38 000 \$ dans son REER.

Nous avons tenu compte de ce montant, même si M. Dupras estime que les primes de départ deviendront de moins en moins communes, car les entreprises ne sont plus en mode dégraissage, mais plutôt en mode rétention des employés.

Avec les sommes investies dans son REER (en supposant un rendement de 6 %), M. Lussier sera capable d'aller chercher quelques milliers de dollars de revenus additionnels chaque année : environ 2300 \$ s'il part à 50 ans, et environ 3600 \$ s'il s'en va à 55 ans (en supposant qu'il achète une rente viagère avec le capital de son REER, au moment de sa retraite).

Pour joindre les deux bouts, M. Lussier pourra aussi compter sur ses actifs immobiliers. Il est propriétaire d'un duplex d'une valeur de 210 000 \$, et, à hauteur de 60 %, d'un quadruplex d'une valeur de 232 000 \$. Pour l'instant, les revenus des loyers sont surtout utilisés pour financer des rénovations et pour rembourser les hypothèques qui s'élèvent à plus de 230 000 \$, incluant une marge de crédit.

Mais éventuellement, les immeubles seront plus payants et rapporteront des revenus substantiels. M. Lussier pourrait aussi vendre les maisons et utiliser le capital pour générer des revenus.

M. Dupras calcule que pour combler totalement l'écart entre son train de vie et ses revenus de pension et de REER, M. Lussier devrait détenir un capital hors REER de près de 340 000 \$ s'il partait à 50 ans, et de près de 65 000 \$ s'il s'en allait à 55 ans (toujours en supposant l'achat d'une rente viagère afin de générer les revenus annuels nécessaires).

Finalement, M. Lussier dispose d'une autre avenue qui lui permettrait de récolter des revenus additionnels à la retraite : « J'anticipe de continuer à travailler, pour me désennuyer, à temps partiel (maximum 20 heures par semaine) ou à contrat à durée déterminée (maximum six mois par année) jusqu'à l'âge de 60 ans », dit-il.

« S'il est vrai qu'un nombre important de retraités touchent, de nos jours, des revenus de travail ou de contrat qui complètent leurs revenus de retraite, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de revenus sans aucune garantie, fait remarquer M. Dupras. Ce serait sans doute une erreur d'être trop optimiste quant à notre capacité de générer de tels revenus. D'autant plus qu'en ce qui a trait au Régime des rentes du Québec, le fait de travailler à titre de travailleur autonome coûte relativement cher (on doit payer les cotisations employé et employeur) soit 9,9 % des premiers 39 900 \$ de revenus. »

Si vous voulez une qualité légendaire en profitant d'économies temporaires,
le moment que vous attendiez est arrivé – car Deere, c'est tout dire



Économisez encore plus en ajoutant nos instruments de pose facile

S P É C I A L
DU TEMPS DES AUBAINES
0 \$ d'acompte, financement à
0 % pendant 36 mois[†]

FAITES L'ESSAI

d'un robuste tracteur dont la facilité d'achat vous surprendra durant le Temps des aubaines John Deere. Les tracteurs utilitaires compacts de John Deere ont été soumis à des tests de durabilité allant jusqu'à 40 000 heures. Plus de 60 instruments sont offerts. Et pourtant, ces tracteurs coûtent présentement moins cher que vous ne le croyez. Voyez-les sans tarder chez votre concessionnaire John Deere.



JOHN DEERE

www.JohnDeere.com/UtilityTractor

Adresse du concessionnaire ? 1-888-MOW-PROS.



[†]Cette offre assujettie à l'approbation de Crédit John Deere et disponible uniquement chez les concessionnaires participants est en vigueur du 7 mai au 7 juillet 2003. Pour usage personnel ou commercial. Par exemple, sur un tracteur 430 / 790 / 990 / 4610, basé sur un prix de vente de 22 221 \$ / 12 757 \$ / 18 223 \$ / 32 573 \$ moins un acompte de 0 % (aucun acompte requis). Solde de 22 221 \$ / 12 757 \$ / 18 223 \$ / 32 573 \$ à financer sur une durée maximum de 3 ans en 36 mensualités de 617,25 \$ / 354,36 \$ / 506,19 \$ / 904,81 \$ totalisant 22 221 \$ / 12 756,96 \$ / 18 222,84 \$ / 32 573,16 \$. Basé sur un TAP de 0 %, le coût de l'emprunt sera de 0 \$. En cas de défaut de paiement, des frais seront calculés à 24 % sur les montants échus. Taxes, préparation et livraison en sus et pouvant majorer le prix ou les mensualités. Instruments vendus à part. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails et les autres options de financement. Sous réserve de modifications sans préavis.